

# Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N°3

SEPTEMBRE 1998

LE MAGAZINE DE LA DDC  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
ET LA COOPÉRATION



## La Bosnie et la paix

La vie des rapatriés, la recherche  
d'une réconciliation nationale,  
l'engagement de la Suisse

### Portrait de la Palestine

Le rêve d'une patrie

### La Suisse, un produit d'exportation ?

Un Ghanéen et  
deux Suisses en débattent

## DOSSIER



### BOSNIE

#### Retour vers la précarité

Dans un pays déchiré, les rapatriés tentent de retrouver une vie normale

4

#### Vivre malgré ses souvenirs

Plusieurs projets psychosociaux aident les Bosniaques à effacer les séquelles de la guerre

10

#### Journalisme contre la haine

Le paysage médiatique en Bosnie

12

### Au bout de la rue, l'école

Les enfants de la rue en Albanie

21

### A la barbe des embargos

Pourquoi l'aide humanitaire ne tient pas compte des embargos

22

### DDC interne

23

## FORUM



### La Suisse – un produit d'exportation ?

Un débat entre Wolf Linder, Ebenezer Mireku et Peter Vollmer

24

**Carte blanche :** Michel Bühler raconte deux philosophies de l'aide, sur la base d'une expérience vécue

27

## DES PAYS ET DES GENS



### La Palestine, rêve et réalité

Lili Labib Feidy parle de sa patrie

14

### «Vous penserez que je suis folle...»

La Palestine et sa lutte pour un avenir

16

## DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION SUISSE

### Responsabilité à l'égard des pauvres

Le directeur Walter Fust s'exprime sur l'aide au développement et les essais nucléaires

19

### Et vogue le petit leasing

Au Pakistan, une société de leasing soutient les petits entrepreneurs

20

## CULTURE



### Nuruddin, Bessie, Tayeb et les Suisses

La littérature du Sud gagne du terrain en Suisse

28

Editorial	1
Périscopes	2
Au fait, qu'est-ce que le «gender» ?	23
Service	31
Agenda	33
Impressum et bulletin de commande	33

«Un seul monde» est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

# Editorial



Nous en avons ressenti le besoin urgent. Le besoin de parler de paix. Cette valeur incommensurable qui constitue le fil, tantôt rouge, tantôt transparent, qui traverse cette édition de «Un seul monde».

Une paix durable est l'objectif que la communauté internationale veut atteindre en *Bosnie-Herzégovine*, là où l'odeur âcre de la poudre blesse encore les narines. La Suisse, d'emblée en première ligne, fournit une contribution importante à la reconstruction politique, économique et sociale du pays: 123 millions de francs en l'espace de seulement deux ans depuis fin 1995, date de la signature des accords de Dayton. Cependant, une paix solide et durable ne dépend pas uniquement des stratégies, des programmes, des actions, de l'argent. Elle dépend surtout de la volonté politique des ex-belligérants. Or, qu'ils le veuillent ou non, la seule alternative au retour à la barbarie aveugle n'est autre que la réconciliation nationale et la cohabitation multiethnique. Dans notre dossier Bosnie, à partir de la page 4, l'auteur met aussi en évidence l'écart existant entre l'intervention de la Suisse, sans précédent dans l'histoire, et la dure réalité locale.

Quant à la rubrique «Des pays et des gens», elle est consacrée à *la Palestine*. Plutôt qu'un pays, il s'agit de morceaux de pays et d'une diaspora nombreuse, qui végète en partie dans les camps de réfugiés. Depuis cinquante ans. Des gens dont la frustration ancestrale est exacerbée par un espoir de paix, né après les accords d'Oslo et qui se meurt peu à peu. A cause d'extrémismes antagonistes, de certaines faiblesses de l'Autorité palestinienne et d'un gouvernement, celui d'Israël, qui tend à prêter davantage l'oreille aux faucons qu'aux hommes politiques clairvoyants et courageux qui l'ont précédé.

Un portrait et un témoignage vous sont présentés à partir de la page 14.

S'il est un antidote aux prévarications, aux dominations, aux discriminations, aux marginalisations, et donc une garantie de paix, c'est bien *la démocratie*. La vraie, celle qui permet à tous de participer réellement aux processus de décision. A travers le monde, nombreux sont ceux qui nous envient notre démocratie directe et notre fédéralisme.

Notre modèle est-il exportable? C'est là le sujet du débat que nous publions en page 24.

Bonne lecture!

Marco Camerani, Chef médias et communication DDC  
(De l'italien)





Keystone

## Tourisme contre la misère

L'idée de l'hôtelier égyptien Moustafa El Gendy est simple, évidente et plus actuelle que jamais en raison du massacre de Louxor, bien qu'elle ait été conçue longtemps avant ce drame : les hôtels égyptiens versent deux dollars par nuit et par client dans un fonds consacré à la lutte contre la pauvreté. Cet argent doit financer des infrastructures sociales (écoles, centres de santé ou services de voirie). Les hôteliers doivent s'engager à prélever cette contribution sur leur marge, sans la répercuter sur la clientèle ou le personnel. Cela leur permet d'arborer le label « Tourism against Misery », qui témoigne ainsi de leur engagement social. Moustafa El Gendy espère que son idée sera reprise par d'autres pays – Afrique du Sud, Inde ou Brésil par exemple – qui sont confrontés à des problèmes analogues.

*Tiré de « Arbeitskreis Tourismus und Entwicklung », 2/98*

## Les filets à brouillard du Chili

Les précipitations sont très faibles sur la côte Pacifique septentrionale du Chili, mais un épais brouillard ne quitte jamais le flanc des montagnes côtières, qui culminent à 800 mètres d'altitude. Une technique simple mais raffinée de « filets à



R.S. Schenker

brouillard» a été développée par des scientifiques canadiens et chiliens. Elle permet de récolter dans l'atmosphère de l'eau potable qui sert également pour l'irrigation. Le rendement de ces immenses « filets de volley-ball » est tel que les villages de la côte peuvent à nouveau cultiver fruits et légumes, et augmenter leur production agricole. Sans parler de l'excellente eau potable que les habitants « pompent » ainsi dans l'air. Des experts estiment que ce système de filets à brouillard pourrait procurer de l'eau potable dans les régions arides d'une trentaine d'autres pays, améliorant ainsi considérablement la situation sanitaire.

*Tiré de « Entwicklung + ländlicher Raum », 1/98*

## Succès des guérisseurs

En Ouganda, où beaucoup de maladies sont assimilées à des sortilèges, un projet réunit des guérisseurs, des médecins à l'occidentale et des instances officielles dans une lutte commune contre le sida. La première année d'expérience s'est déroulée à Kampala, où vit 30 pour cent de la population séropositive. Huit guérisseuses de Kampala ont administré à des sidéens des décoctions d'herbes destinées à soulager certains effets de la maladie tels que diarrhées chroniques et zona. Simultanément, un autre groupe a été traité par la médecine classique. Les résultats ont été bons pour les deux groupes, mais les guérisseuses ont eu nettement plus de succès dans le traitement des névralgies consécutives au zona. Il est maintenant prévu d'explorer les méthodes de cette médecine traditionnelle pour d'autres maladies telles que le diabète,



Sean Sprague

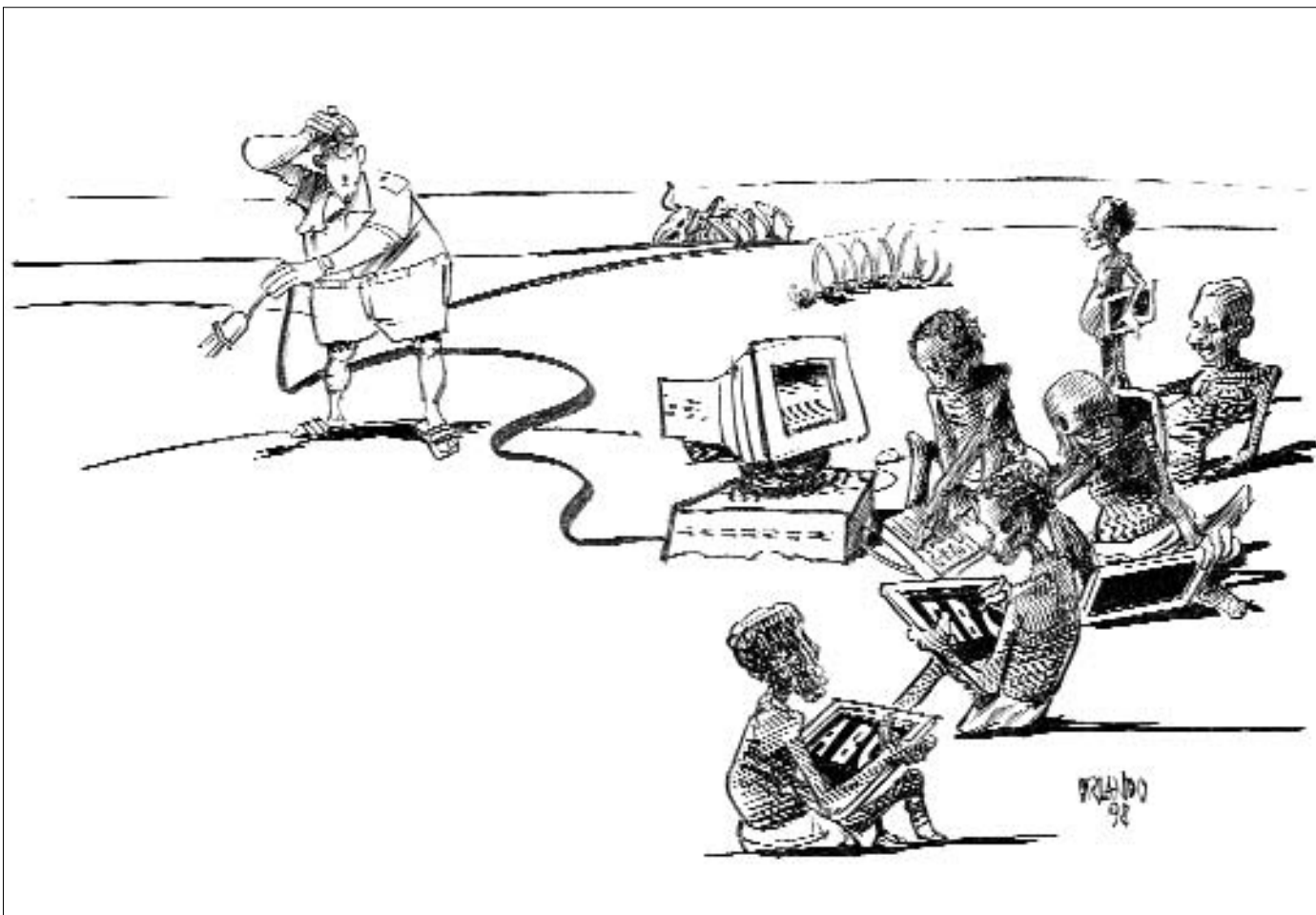
l'asthme et les troubles psychiques.

*Tiré de « Südwind-Magazin », 4/98*

## Hammams voraces

Pour que les visiteurs puissent se laver et se reposer dans des salles pleines de vapeur, les hammams marocains ont besoin de grandes quantités d'eau chaude. Leur réputation dépend d'ailleurs de la température élevée de l'eau. Or, ces bains publics traditionnels sont équipés de systèmes de chauffage souvent archaïques. Chacun des 2500 hammams du pays consomme en moyenne une tonne de bois par jour, contribuant ainsi à la diminution alarmante des réserves forestières. Un projet pilote a permis de mettre au point une chaudière plus efficace et de réduire les pertes d'énergie, notamment en améliorant l'isolation. Les propriétaires de hammams de Marrakech ont déjà manifesté un grand intérêt pour ce nouveau système.

*Tiré de « Développement et Coopération », 3/98*



2

3



### Dakar raffole des « CTO »

A Dakar, de nombreux ateliers de cordonnerie se disputent un marché réel, mais capricieux : la demande reste tributaire des fêtes et les clients préfèrent s'acheter des chaussures importées lorsqu'ils en ont les moyens. Privés de toute infrastructure, les artisans se débrouillent avec des outils

rudimentaires. Ils se procurent des matières synthétiques provenant d'Espagne ou d'Italie. Un ébéniste local fabrique des talons en chêne. Pour satisfaire les goûts de la clientèle, les cordonniers copient des modèles qui sont à la mode en Europe. Une fois la chaussure terminée, ils n'hésitent pas à lui apposer un tampon « Made in Italy ». En ce moment, la mode est aux « CTO ». C'est ainsi qu'on désigne au Sénégal ces périlleuses chaussures à semelles compensées, parce qu'elles peuvent provoquer une chute nécessitant une hospitalisation au Centre de Traumatologie et d'Orthopédie (CTO).  
*Tiré de « L'Autre Afrique », avril 98*



### Lueur d'espoir

La lutte contre la pauvreté n'est peut-être pas complètement perdue. Sur la base de données extrêmement fragmentaires et datant parfois de plusieurs années, l'Organisation internationale du travail a tout de même tenté d'évaluer l'efficacité des mesures mises en œuvre dans le Sud. Elle a noté des signes d'amélioration dans certains pays d'Amérique latine et d'Afrique. Au Ghana, par exemple, la pauvreté a diminué de 1984 à 1986 dans les zones rurales et elle

a sensiblement régressé en milieu urbain de 1981 à 1991. Au Kenya, un léger mieux a été enregistré dans les campagnes de 1982 à 1992, tandis que la situation empirait dans les villes.  
*Tiré de « Développement et Coopération », 2/98*

# Retour vers

DOSSIER



Keystone



# la précarité



4

5

Le délai de départ pour les réfugiés bosniaques a expiré fin août. Beaucoup étaient déjà rentrés et leurs expériences ne

sont pas très encourageantes pour les nouveaux arrivants. La Suisse tente, par une multitude de projets divers et un engagement exceptionnel, de favoriser le retour à une vie normale dans ce pays ravagé par la guerre. Gabriela Neuhaus a fait ce printemps un reportage en Bosnie.



Gabriela Neuhaus

« C'est merveilleux de se retrouver chez soi. La maison avait été complètement incendiée. Pendant la guerre, nous vivions dans une maison serbe, un peu plus loin du front. Mais cette maison n'était pas la nôtre. Nous n'y étions pas à l'aise. Sur notre terre, nous cultivons un peu de légumes, nous avons deux vaches, quelques moutons et des poules; cela nous suffit pour vivre avec nos quatre enfants. Ceux qui reviennent de l'étranger ont l'avantage d'avoir un peu d'argent en poche. Mais le principal, pour moi, c'est d'être de nouveau à la maison. »  
*Sakiba Kolus, Dubravica*

Sarajevo, un vendredi soir. Azra Rizvanovic, 19 ans, a retrouvé ses amis. Élégants, décontractés, modernes, ils se baladent à travers la ville. Musique bruyante et cohue dans les bars et les discos, l'air est chargé de parfums pénétrants. La vie bat son plein, là où naguère régnait la terreur. Guerre et destructions appartiennent à un autre monde. Vraiment? Les mêmes rues, le matin suivant: un vieil homme à canne blanche est assis sur le bord du trottoir, avec quelques briquets à vendre. Près du marché aux légumes, des hommes et des femmes survivent en offrant à des prix dérisoires des T-shirts, des sacs en plastique et des vêtements de leur propre confection. Ils se volatilisent à l'approche d'un uniforme.

La guerre a aussi laissé des traces indélébiles dans la vie quotidienne d'Azra. La jeune femme vit depuis octobre 1997 à Sarajevo, dans un quartier qui n'a pas encore été reconstruit et nettoyé comme le centre. Une bonne partie de Dobrinja reste truffée de mines. Mais des enfants jouent entre les ruines, la vie reprend ses droits. Des gens s'installent dans des maisons retapées à la hâte, abris de fortune à peine habitables. Azra vit ici avec son oncle. Ses parents et son frère sont encore en Suisse. « Avec mon permis F de réfugiée, je n'avais aucune chance de trouver une place d'apprentissage. Ici au moins, je peux continuer ma formation », dit-elle pour expliquer son retour, seule, dans la patrie qu'elle avait quittée à l'âge de 12 ans. Sa famille vient d'un village du Sud de la Bosnie, mais il n'est pas question d'y retourner, du moins pour le moment: cette région appartient à la République serbe et les Bosniaques musulmans ne s'y risquent pas.

La famille d'Azra n'est pas un cas exceptionnel, bien au contraire: beaucoup de ceux qui reviennent de l'exil restent des réfugiés dans leur propre pays, car leur village ou leur ville appartient désormais « à l'autre partie » de l'Etat. De nombreux Bosniaques croates et musulmans sont originaires de localités qui se trouvent aujourd'hui dans des zones serbes. A l'inverse, des Bosniaques serbes ont leurs racines dans des régions qui font partie de l'actuelle Fédération croato-musulmane. Les statistiques indiquent 1,5 million de réfugiés internes et on évalue à un autre million les Bosniaques qui vivent à l'étranger. Nombre d'entre eux devront rentrer cette année encore au pays, car les pays d'Europe occidentale – Suisse comprise – en ont décidé ainsi. On compte qu'il y aura 100 000 à 150 000 rapatriés rien que depuis l'Allemagne; en Suisse, quelque 12 300 personnes se sont annoncées pour le programme d'aide au retour offert par la Confédération.

### Méfiance et incompréhension

Ceux qui repartent cet été le font poussés par l'échéance qui leur a été imposée. Mais beaucoup ont déjà quitté la Suisse en 1996 et 1997, par exemple Lejla Ibrahimovic, 20 ans, qui a eu plus de chance qu'Azra: après plus de quatre années d'exil dans le canton de Zurich, elle a pu revenir vraiment chez elle, dans son village et sa maison. Elle aurait pu rester en Suisse, puisqu'elle avait l'autorisation d'y poursuivre ses études. Mais quand sa mère et son frère ont rejoint son père, elle n'a pas voulu rester seule. Elle est donc de nouveau là depuis août 1997, quoique avec des sentiments mitigés: « La ville a changé, les gens aussi. Pour moi, une vie tout à fait nouvelle a commencé ». Il y a une cassure entre les personnes qui ont passé la période de guerre en sécurité à l'étranger et celles qui sont restées au pays. On est aimable avec elle, dit Lejla, mais l'ancienne familiarité a disparu. « Il y a certaines choses que les gens ne comprennent pas; ils regardent ailleurs en pensant que nous avons maintenant les poches pleines. »

Cela n'est peut-être pas entièrement faux: la plupart des Bosniaques qui étaient à l'étranger avaient la possibilité de gagner un peu d'argent. Pendant la guerre, ils ont aidé leurs parents et amis restés au pays. Aujourd'hui, ceux qui reviennent de Suisse reçoivent en outre une aide financière de la Confédération (voir encadré). Lejla a eu en plus la chance de trouver un travail bien rémunéré selon les normes bosniaques: elle travaille à 100 pour cent au bureau des rapatriés de la Direction du développement et de la coopération (DDC), à Sarajevo. Cela fait vivre toute sa famille, car elle est seule à bénéficier d'un revenu régulier.

DEZA – Biro za povrednike. Cet écriteau à la Josipa Stadlera, au centre de Sarajevo, désigne le bureau de Lejla. C'est là que passent tous les rapatriés de retour de Suisse, qui tentent un nouveau départ dans leur patrie d'origine. Lejla et ses collègues sont quotidiennement à l'écoute des histoires affligeantes et souvent tragiques de leurs compatriotes. La joie de rentrer, l'euphorie initiale se transforment vite en frustration et en résignation. « Quand les gens viennent chercher la première tranche de leur argent, ils sont pleins d'idées, d'enthousiasme », dit Aida Kazic, une employée temporaire de la DDC, également revenue de Suisse. « Quand ils reviennent après six mois toucher leur seconde tranche, on les voit tristes et frustrés. Ils n'ont pas de logement digne de ce nom, ne trouvent pas d'emploi et n'ont aucune perspective. L'argent donné par la Suisse a peut-être servi à payer quelques réparations urgentes, le reste est parti pour les besoins quotidiens. »





6  
7

## Dernier espoir : émigrer

Ferid Salja vient de recevoir la seconde tranche de son subside au bureau de la DDC. Il est rempli de colère et d'amertume. Sa femme, Enisa, dit sa déception : « Je m'en doutais un peu, mais maintenant nous avons vraiment compris que nous ne sommes pas les bienvenus ici. Il est définitivement impossible de trouver du travail. » L'argent reçu leur a servi à réparer la maison abîmée par des obus. Ils n'ont bientôt plus rien et ne voient aucun avenir pour eux-mêmes et leur enfant à Sarajevo. Ils envisagent de faire une demande d'émigration vers le Canada ou l'Australie.

Fahrudin et Stana Meskovio ont déjà déposé leurs papiers pour l'Australie. C'est sans fioritures que Stana, 31 ans, raconte son histoire : son mari a combattu près de quatre ans dans l'armée bosniaque,

tandis qu'elle vivait réfugiée à Bjelina avec sa fille. Les deux frères de Fahrudin étant morts à la guerre, il fut libéré du service militaire en tant que dernier fils survivant de sa famille. Il s'enfuit en Suisse et y déposa une demande d'asile, puis il fit venir sa femme et son enfant à Dietikon. La famille revint chez elle à Tuzla peu après la fin de la guerre. « On nous avait dit que cela allait beaucoup mieux et nous espérions pouvoir recommencer une nouvelle vie avec le subside de retour donné par la Suisse », explique Stana. Elle regrette aujourd'hui cette décision. Elle a un petit rire nerveux : « Non, cela ne va pas très bien ici. » Les Meskovio n'ont pas encore pu retourner dans leur maison, occupée en leur absence par des réfugiés d'une autre partie du pays. « Ils pourraient rentrer chez eux, mais préféreraient rester à Tuzla, en ville », dit Stana. Elle et son

Keystone

« Dans ce pays il te faut un grand SMILE pour survivre. »

*Lejla Ibrahimovic, 20 ans, Sarajevo*

« On ne peut pas envoyer des gens ici. Vous voyez à quel point c'est détruit. Durant les trois premiers mois de cette année, nous avons trouvé à Dobrinja 49 mines et 125 obus non éclatés sur 20 000 mètres carrés. »

*Jan Kölbel, expert en déminage, Sarajevo*

« En Suisse, je me suis préparée psychologiquement au retour : je savais qu'ici je manquerais souvent d'électricité et d'eau, que je ne recevrais pas d'argent le premier du mois et que le chemin pour aller chez le médecin serait pénible. »

*Fikreta Hadzimusic, 60 ans, Sarajevo*

« Je suis rentrée de Suisse l'été dernier, car je voudrais mourir dans ma patrie. »

*Munira Alhumbabic, 72 ans, Tuzla*

mari ont tout essayé, ils sont allés à la commune, au Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et à l'International Police Task Force (IPTF). On les a renvoyés d'instance en instance. Pour finir, cette grosse somme d'argent suisse – « un cadeau », souligne Stana – s'est dissipée en frais de justice et pour couvrir les besoins de la vie quotidienne. Car malgré tous leurs efforts, ni Stana ni Fahrudin n'ont trouvé d'emploi jusqu'à présent. Ils étaient pourtant prêts à accepter n'importe quel travail.

### Une denrée rare

Presque personne ne trouve un emploi parmi les gens qui rentrent au pays. Ce qui n'a rien d'étonnant avec un taux de chômage de 60 pour cent dans la Fédération, et encore plus élevé en République serbe. Les rares postes à repourvoir sont attribués à des candidats restés au pays durant la guerre. Il ne se passe pas grand-chose du point de vue économique, le pays ne produit presque rien. Les quelques grandes entreprises qui fournissaient des emplois avant la guerre dans la Bosnie rurale n'ont pas repris leurs activités. Des investissements urgents restent bloqués du fait que l'Etat n'a pas encore privatisé ce qui devait l'être. Les organisations internationales mettent des crédits à la disposition des petites entreprises, la DDC participe au programme de crédit de la Banque mondiale. Pour en profiter, il faut de bons projets et une volonté de fer. C'est beaucoup demander, car monter une affaire dans les conditions qui règnent actuellement en Bosnie, cela n'est pas à la portée de n'importe qui.

« Je suis un bon mécanicien, je travaille bien et je pourrais faire beaucoup de choses », assure Mladen Vukelic, qui a quitté Lucerne au printemps 1997 pour retrouver sa ville de Banja Luka. Même dans sa profession de base – électrotechnicien – il n'a trouvé aucune place. Il ne peut que rêver de sa propre entreprise avec quelques employés, parce qu'il faut « au moins 50 000 DM » pour démarrer. Bien qu'un an après son retour, il n'ait toujours pas de perspectives concrètes, le jeune père de famille reste optimiste : « C'est notre patrie et nous devons repartir à zéro. Il nous faut simplement plus de courage. Il n'y a que le premier pas qui coûte. »

Comme Mladen, Branko appartient à la partie serbe de la population bosniaque. Il avait quitté le pays dès le début de la guerre : « Cette guerre ne m'a jamais intéressé. Tout ce nationalisme. Je suis Serbe, mais je n'ai jamais vu de raison de tirer sur qui que ce soit », dit-il pour justifier sa fuite en Suisse. Après une année dans des centres de transit, il a trouvé à Sempach un emploi et un logement. C'est là qu'il a fait la connaissance de sa

femme Dragica, elle aussi Bosniaque serbe qui avait fui la guerre. Leur fils Aleksander avait tout juste quatre mois quand la mère et l'enfant ont reçu l'ordre de quitter la Suisse.

### Entre l'espoir et la résignation

Après avoir épuisé les moyens de recours, la jeune famille a quitté en octobre 1997 son nouveau logis où elle se sentait bien. Elle ne pouvait pas s'installer à Vitez, la ville de Branko, car il est encore impossible pour un Serbe de vivre dans cette partie de la Fédération : « On m'en a déjà chassé une fois, je ne veux pas que cela recommence. » Ils ont tenté un recommencement à Svodna, la localité de sa femme. Mais là aussi, ils ont été chassés, Branko a été traité de déserteur qui avait abandonné son pays au moment où on avait besoin de lui.

Ils vivent maintenant à Brcko, où il a fallu des pots-de-vin pour obtenir leurs papiers d'établissement. « Nous nous débrouillons maintenant avec un peu de marché noir. J'achète n'importe quelles cigarettes ou d'autres choses, que je revends sur le marché. Un commerce parfaitement illégal. » Avant la guerre, Branko tenait en été un café au Monténégro, il vivait bien. Il a aujourd'hui 34 ans, sa femme 27. Chassés de leur exil, sans avenir dans leur ancienne patrie, ils songent à émigrer.

« Beaucoup de nos jeunes sont résignés, ils n'ont pas d'espoir, leur horizon est bouché », remarque Miodrag Zivanovic, professeur de philosophie et journaliste à Banja Luka. « 20 000 demandes d'émigration ont été déposées rien que dans la République serbe. C'est la fleur de notre population, des étudiants, des gens de classe moyenne âgés de 20 à 40 ans, qui cherchent à partir pour la Nouvelle-Zélande, l'Australie ou l'Amérique. » Miodrag Zivanovic conserve tout de même une étincelle d'optimisme. Le temps cicatrisera les plaies, dit-il, et verra naître une nouvelle société. Mais ce sera très long. Il faudra avancer avec circonspection. L'important est que les gens retrouvent leur place au pays. Surtout les réfugiés de l'intérieur, et ensuite seulement ceux de l'étranger. « Nous avons besoin de temps, répète Zivanovic, j'espère que la communauté internationale nous l'accordera. A nous et aux réfugiés en Occident, qu'il vaudrait mieux ne pas tous renvoyer cette année déjà. Nous ne sommes pas encore prêts. »



Keystone



## Un engagement sans précédent

La Suisse s'est engagée à hauteur de 61 millions de francs (paiements) dans la reconstruction de la Bosnie. Mis à part cet apport financier sans précédent, on assiste à une collaboration particulièrement étroite entre les organisations concernées : sous la conduite de la DDC, nombre d'instances

versée à l'arrivée et la seconde après six mois. Pour en bénéficier, ils doivent s'annoncer au bureau de la DDC de leur région et attester de leur lieu de domicile.

Un montant du même ordre que celui de cette « aide au retour volontaire » (30,5 millions de francs jusqu'ici) finance des projets d'aide structurelle. On crée ou rebâtit ainsi des écoles, des hôpitaux et des habitations dans les communes qui accueillent les rapatriés de Suisse, ce qui représente une contribution très utile à la reconstruction de ce pays ravagé par la guerre. C'est aussi un moyen d'atténuer les inégalités de traitement entre les gens qui sont restés au pays et ceux qui reviennent de l'exil.

D'autres projets visent la reconstruction politique, le soutien des élections, l'encouragement des médias et la promotion des droits de l'homme. Il y a aussi les projets psychosociaux pour aider les invalides de guerre à réintégrer la société (voir page 10). Des programmes de création d'emplois, dans l'agriculture en particulier, ainsi que la participation à l'octroi de petits crédits, contribuent à améliorer la situation sur le marché du travail.

*(De l'allemand)*



Keystone

fédérales et d'ONG travaillent au coude à coude dans des secteurs très divers, de sorte que l'on peut parler d'un véritable programme global de la Suisse en Bosnie. Il inclut notamment le soutien à l'instauration d'une société démocratique, l'amélioration des infrastructures, la création de logements et d'emplois, ainsi qu'un accès facilité à l'éducation et à la santé.

Une forme particulière de soutien est « l'aide au retour volontaire » : quelque 30 000 réfugiés ont reçu chez nous un accueil provisoire durant la guerre et doivent rentrer chez eux. La Suisse les aide financièrement pour le difficile recommencement d'une nouvelle vie dans leur patrie d'origine : les adultes reçoivent 4000 francs par personne, les enfants 2000 francs, à quoi s'ajoute une somme unique de 1000 francs par famille ou personne seule, pour sa subsistance. Les rapatriés touchent cet argent en Bosnie : une première tranche est



Keystone



# Vivre malgré se

L'horreur a laissé des traces indélébiles dans les mémoires. Détresse, désespoir face à un monde dans lequel on ne se retrouve plus. Depuis 1996, la DDC soutient dans toute la Bosnie différents projets destinés à soulager les séquelles psychosociales de la guerre. Deux exemples.

«S'ils nous avaient aussi tuées, beaucoup de choses nous auraient été épargnées.»

Ireta Alihodzio, Simin Han

(gn) Les ruines de l'ancienne Bibliothèque nationale, à Sarajevo, doivent rester un témoignage de l'inconcevable. Des marques rouges sur l'asphalte d'un centre commercial rappellent le souvenir des victimes. Ecriteaux, couronnes, bougies, lumières partout... Ireta Alihodzio n'aura jamais besoin de ces rappels. Elle vit avec 21 autres femmes et 56 enfants dans un centre situé à Simin Han, dans la banlieue de Tuzla. Elle y apprend lentement à vivre avec le souvenir de ce qui est arrivé, à supporter cette réalité et à construire une nouvelle existence. Si c'est possible. Elle fait partie des milliers de femmes de Srebrenica dont les maris et les fils sont portés disparus depuis l'été 1995. Probablement morts, massacrés, mais Ireta n'en a pas encore la certitude. Elle espère toujours, sûrement à tort. «Quand je pense à ce qui s'est passé, je me rends compte que je ne supporterais pas cela une seconde fois», dit une autre femme qui a fui Srebrenica avec Ireta et vit aussi à Simin Han. «Tu les regardes emmener ton mari, tes fils et tu ne peux rien faire.» Après tout ce qu'elles ont vécu, elles ne sont plus des êtres humains normaux, ajoute Ireta: «Il aurait mieux valu qu'ils nous tuent tout de suite.»

Ce centre est cofinancé par la Croix-Rouge Suisse (CRS) et la DDC. Les pensionnaires disent avoir beaucoup apprécié l'aide du psychiatre, du travailleur social et surtout de la directrice. La première année, le psychiatre était employé à plein temps par le centre et avait quotidiennement des contacts avec chacune d'elles. Le but du projet était de créer les bases d'une nouvelle vie dans un environnement et des rôles sociaux différents. Les femmes de Srebrenica vivent effectivement une situation difficile: «Elles ne connaissaient que leur vie de paysannes, se définissaient à travers leur mari et leur famille. Et les voilà tout à coup seules avec leurs enfants, sans mari, plongées dans un milieu urbain», observe Michaela Dzendo, collaboratrice de la CRS. La seconde phase du projet prévoit d'ailleurs leur réinsertion progressive dans une vie quotidienne où elles ne seront plus dépendantes des institutions. Cela devrait en principe être réalisé fin 1998, moment où l'aide suisse est censée arriver à son terme.

Le centre organise des cours pour la fabrication de tapis à points noués et un apprentissage de coiffeuse. Bien que les pensionnaires y prennent part activement et montrent beaucoup d'intérêt, la plupart d'entre elles sont encore très loin de pouvoir assumer leur vie quotidienne sans aide extérieure. «Si elles étaient aujourd'hui livrées à elles-mêmes, elles retomberaient probablement dans l'état qu'elles ont péniblement surmonté au cours des deux dernières années», craint Michaela Dzendo. Elle n'ose pas imaginer ce qu'il adviendra des femmes du centre si le projet s'arrête effectivement à la fin de l'année.

## Démobilisés et désemparés

De nombreux Bosniaques sont aujourd'hui déracinés, déstabilisés, torturés par des souvenirs traumatisants. Même ceux qui n'ont pas vécu des choses aussi graves que les réfugiés de Srebrenica ont de la peine à surmonter les séquelles de la guerre. Différentes institutions et organisations proposent une aide psychosociale. Les soldats démobilisés constituent une catégorie particulièrement vulnérable. Pour nombre d'entre eux, la situation est aujourd'hui plus difficile que durant la guerre. Le psychologue Salih Rasavac parle d'un «traumatisme de la paix»: ces soldats souvent très jeunes avaient mis leur vie au service d'un but qui n'a jamais été atteint et ils se sentent maintenant floués. Beaucoup avaient abandonné leur formation, leurs études et ils n'ont plus rien, tandis que les rapatriés ont au moins financièrement les moyens d'un nouveau départ. Ceux qui retournent dans leur famille découvrent que tout est différent: la femme, qui s'est occupée de tout pendant l'absence de son mari, a gagné en assurance. Les soldats démobilisés sont sans travail, sans perspective d'avenir. «Le taux de suicides a énormément augmenté ces derniers temps», dit Salih Rasavac, «et l'alcoolisme prend des proportions dramatiques». Rasavac dirige le projet Corridor réalisé par un psychiatre et des psychologues, qui offrent une assistance psychosociale aux anciens soldats, soit sous forme de thérapies individuelles, soit en groupes. Souvent, on y intègre l'épouse ou toute la famille.



Gabriela Neuhaus

Bosnie

# s souvenirs

Retrouver une vie quotidienne plus ou moins normale est extrêmement difficile. La situation économique et sociale telle qu'elle se présente actuellement laisse peu d'espoir de recommencer quelque chose. Il est donc impératif que ces projets psychosociaux redonnent un sens à des existences anéanties. Ils devront accompagner de façon intensive et durable les personnes les plus touchées.

Et cela dans un pays qui commence tout juste à se remettre des atrocités de la guerre.

*(De l'allemand)*



« La situation est aujourd'hui plus difficile que pendant la guerre : à l'époque nous savions au moins d'où venait le danger. Maintenant, nous vivons dans l'incertitude et ne savons pas comment nous en protéger. »  
*Salih Rasavac, Corridor, Sarajevo*

10

11

# Journalisme

Les médias qui se consacrent à la réconciliation nationale sont peu nombreux en Bosnie. Reste à savoir s'ils ont un public ou s'ils prêchent dans le désert.



Gabriel Neuhäus

(gn) Musique et variétés. Rien d'indigeste et surtout pas de politique. On a tôt fait d'être au clair sur ce que la majorité de la population attend de la radio et de la télévision: du divertissement. « Une réaction compréhensible après tout ce que nous avons vécu », observe Rale Tatarevic, directeur technique de la chaîne privée *Nezavisna televizija*, à Banja Luka. Il n'est pas contredit par Andrej Smudis, chef des programmes à *Radio FERN*. Même s'il sait bien que peu de gens écoutent sa radio, il a choisi en toute lucidité d'adopter une autre ligne: ici, on met l'accent sur l'information politique et on diffuse des émissions de fond sur des thèmes d'actualité comme la démocratisation, les droits de l'homme, la reconstruction ou les réfugiés.

## Un projet suisse

*FERN* est le sigle de *Free Election Radio Network*. Elle a été lancée en un temps record grâce à une initiative helvétique, avec des apports financiers et personnels venus de Suisse également. Elle émet depuis le 15 juillet 1996. Son objectif initial: des informations impartiales et donnant si possible la

parole aux trois parties en présence (Croates, Musulmans et Serbes) en vue des élections de septembre 1996. Les élections locales ayant été reportées à l'automne 1998, la DDC a décidé, d'entente avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), de prolonger le projet *Radio FERN*. C'est la seule station qu'on peut capter dans pratiquement tout le pays, aussi bien sur le territoire de la Fédération croato-musulmane qu'en République serbe. « Il est important d'émettre des informations objectives et préparées de façon professionnelle. » Andrej Smudis justifie ainsi l'existence de *Radio FERN*, dont les taux d'écoute ne figurent certainement pas au hit-parade des innombrables stations qui ont vu le jour en Bosnie depuis la guerre. Il suffit qu'un public intéressé et de qualité sache que *Radio FERN* diffuse des nouvelles fiables, estime son directeur. Ainsi, cette radio électorale devrait donc survivre aux prochaines élections. On souhaite en confier la responsabilité à une direction bosniaque d'ici à la fin de l'année. A plus long terme, *Radio FERN* devrait être privatisée.



# contre la haine

## Pénurie de journalistes

Le manque de journalistes professionnels constitue un gros problème pour *Radio FERN* comme pour la plupart des autres médias du pays. Les rédacteurs en chef se plaignent : beaucoup de gens compétents sont partis à l'étranger, beaucoup d'autres sont morts. Un seul média n'est pas confronté à ce problème : le célèbre quotidien *Oslobodenje* (Liberté), qui est paru durant toute la guerre jour après jour (1367 numéros publiés dans Sarajevo occupée) et dans les pires circonstances. Aujourd'hui, l'équipe rédactionnelle n'a pas changé et *Oslobodenje* continue de diffuser des articles politiques indépendants en provenance de tout le pays. Mais la situation reste difficile : le journal est lourdement endetté par suite de la guerre, le trou dépasse 4 millions de DM et les salaires n'ont pas été payés depuis trois mois. Son rédacteur en chef Mehmed Halilovic a toutes les raisons de craindre un prochain tarissement du journalisme professionnel dans sa rédaction. La question de la propriété n'ayant pas été clarifiée, le problème ne peut pas se résoudre par une vente. La situation est dramatique, souligne Mehmed Halilovic, qui nourrit tout de même l'espoir d'une solution prochaine pour le plus ancien journal du pays.

## Prêchent-ils dans le désert ?

Journaux et magazines ne manquent pas, surtout dans les villes importantes. C'est aussi le boom des médias électroniques, avec quelque 150 radios et 76 chaînes de TV pour un peu plus de trois millions d'habitants. Sans compter les médias internationaux tels que *Radio Free Europe* et *BBC*, ainsi que les stations d'Etat et nationalistes de la Croatie et de la République de Yougoslavie voisines. Mais rares sont ceux qui, comme *Radio FERN* ou *Oslobodenje*, pratiquent la pondération politique et se préoccupent d'améliorer la situation. Il en va de même en République serbe. Miodrag Zivanovic, rédacteur en chef du premier hebdomadaire indépendant créé à Banja Luka durant la guerre, explique qu'il tente de calmer les esprits surchauffés. Son journal *Novi prelom* a pour devise : dialogue et tolérance pour un avenir normal. Cela paraît simple, mais Miodrag Zivanovic relativise : « Dans l'état actuel de notre société, il est très difficile de se faire entendre. Pour faire passer son message, on est obligé de raconter des histoires populistes. »

Zoran Kalinic, fondateur et directeur de la *Nezavisna televizija*, ne connaît pas ce genre de problème. Sa chaîne est très regardée. Elle a déjà contribué à écrire l'histoire. Par exemple, lorsqu'elle a diffusé en direct durant des heures une manifestation populaire contre le gouvernement de la République serbe. Elle

filmaient l'événement depuis le bâtiment de sa rédaction, situé sur la place où se déroulait la manifestation. Autre exemple : Kalinic a invité sur son plateau l'opposant de l'époque Milorad Dodik, aujourd'hui chef du gouvernement de la République serbe. Le rédacteur en chef a failli perdre ainsi son autre gagne-pain, à la tête d'une compagnie d'assurance. Mais c'est le genre de risques que ce combattant de la paix est prêt à prendre : « Nos émissions doivent évoquer ouvertement les problèmes politiques. Je suis conscient de ma responsabilité envers les téléspectateurs. Nous devons regarder vers l'avenir et faire en sorte que les gens de notre pays se réconcilient et ne vivent plus dans des ghettos. » C'est pourquoi il a signé un contrat de collaboration et d'échange de programmes avec une chaîne TV de Sarajevo. Une démarche courageuse dans la situation actuelle. Kalinic note qu'il n'a guère reçu de félicitations pour cela. Mais son partenaire de la Fédération non plus. La route est encore longue...

(De l'allemand)



Gabriele Neuhäus

BOSANSKOHERCEGOVAČKI NEZAVISNI DNEVNIK • LIST GODINE U SVIJETU 1992.

OSLOBODENJE

godine

12

13

Sarajevo, godina LV e t

# La Palestine, rêve et réalité



Lorsqu'elle doit indiquer sa nationalité, **Lili Labib Feidy** écrit : « Palestinienne avec passeport jordanien et carte d'identité de Jérusalem. » Docteur en linguistique, elle a été durant huit ans professeur-adjoint à l'Institut de langue et de culture anglaises de l'Université palestinienne de Bir Zeit, en Cisjordanie. Depuis 1996, elle est directrice générale des relations internationales et culturelles au Ministère palestinien de l'éducation supérieure, à Ramallah.

J'avais treize ans lors de la guerre de 1967, quand Israël a occupé la Cisjordanie et la bande de Gaza. Il était alors difficile de comprendre pourquoi et comment nous avions été vaincus. Les adultes ne parvenaient pas à répondre à nos questions. Leurs réponses étaient toujours ambiguës, comme s'ils avaient honte d'admettre ou de confesser qu'ils avaient connu deux défaites au cours de leur vie, en 1948 et en 1967.

En tant que génération montante, nous avons pris sur nous d'achever ce que la génération précédente n'avait pas pu réussir à faire. Pour nous, la Palestine est devenue à la fois un rêve et une réalité. Ce rêve de patrie devait se réaliser. Et il devait être exprimé par nous-mêmes. Si nous avons connu l'échec, c'est en partie parce que nous, Palestiniens, avons toujours été observés, analysés et représentés par d'autres. Quels que soient les domaines, les formes et les modes d'expression, on nous a toujours nié le droit de nous représenter nous-mêmes. Il existait, et il existe encore, un besoin de créer un espace, un territoire où nous pourrions vivre et nous exprimer librement, dans un pays capable de se défendre politiquement et culturellement contre la domination étrangère.

La Palestine existe en tant que rêve et en tant que réalité. Elle s'exprime. Malgré toutes ces décennies pendant lesquelles la justice a été bâillonnée et nos droits bafoués, la vérité, les faits sont restés les mêmes. Et notre rêve est intact. Les faits sont là, il faut leur faire face ; nul ne peut les changer ou les ignorer. Si l'on change la réalité, devient-elle irréaliste pour autant ? Si la vérité est un fait, devient-elle mensonge lorsqu'elle n'en est pas un ?

Il est très pénible de penser que la Palestine est à la fois un rêve et une réalité, alors que la majorité des Palestiniens sont réduits au silence et vivent toujours

dans des camps. Comment puis-je / pouvons-nous / peuvent-ils prétendre représenter cette réalité qui est pourtant la nôtre ? « Rois » sans royaume, nous risquons d'être l'objet de tous les marchandages et de nous laisser acheter par le patriarcat dominant, par l'ancien et le nouvel ordre mondial. Le discours du nouvel ordre mondial, qui décrit notamment la conquête de l'Est, rend la compréhension des choses encore plus malaisée. Or, il est déjà fort difficile de reconnaître les acteurs de ce feuilleton politique « au-delà du bien et du mal ».

Nous devons être très prudents pour avancer sur cette voie étroite sans tomber dans un piège. Nous devons redoubler de vigilance, favoriser la créativité, l'inspiration, le désir et la critique, afin de jeter le discrédit sur le discours de l'ordre dominant. La première chose à faire est de proposer d'autres façons de voir et de dire. Pour beaucoup, c'est là une activité culturelle et politique. Elle devrait éveiller la conscience de chaque Palestinien et l'inciter à jouer un rôle actif dans l'exposé de la vérité ou la réalisation du rêve.

*(De l'anglais)*



14

15



# Palestine

La Palestine, c'est tout d'abord le rêve d'un peuple sans avenir. Car il faut se demander ce qu'est la Palestine, ou plutôt où elle est. Et surtout à qui appartient quelle Palestine ? Pour tenter de répondre à ces questions, il est utile de reconsidérer le passé et d'analyser le présent. De Diego Yanez.\*

« Dieu soit avec toi », dit la vieille femme en invitant l'étranger à entrer dans sa pauvre hutte. Ses doigts noueux farfouillent dans un coffret plein de souvenirs douloureux, des lettres, des documents officiels, des photos jaunies. Il y a surtout une clé, une clé très lourde qui ne mesure pas moins de 20 centimètres. « Regarde, étranger ! », dit-elle en brandissant cette clé qui symbolise mieux que tout au monde son destin individuel et celui de son peuple. « Je me souviens très bien. Les bombes pleuvaient, les maisons s'effondraient... La mort était partout. Un long moment, j'ai pensé que mon tour était venu. Puis il y a eu une grosse explosion. Une des maisons voisines avait sans doute été touchée. Je devais partir sur le champ, mais pas sans fermer ma maison à clé. Voilà la clé », dit-elle d'un ton presque solennel.

C'était il y a 50 ans, pendant la première guerre israélo-arabe. Cette Palestinienne était alors une jeune mère de famille. Les Israéliens ont détruit son petit village, au nord d'Ashkelon. Depuis lors, elle vit à Jabalia, un camp de réfugiés dans la bande de Gaza. Elle est aujourd'hui entourée de ses enfants et petits-enfants. Ici, où l'exil est un traumatisme collectif, nombre de réfugiés rêvent de retourner dans leurs villages, tous situés à l'intérieur des frontières que la communauté internationale reconnaît à Israël. Son histoire, elle l'a déjà racontée des milliers de fois, en finissant toujours par la même phrase : « Vous pen-

serez peut-être que je suis folle, mais un jour je retournerai dans ma maison. J'ouvrirai la porte et je dirai : me voilà, je suis revenue. »

Elle parle de son village, mais omet de dire qu'il n'existe plus depuis 50 ans. Là où se dressait sa maison poussent aujourd'hui des eucalyptus. 400 autres villages ont subi le même sort, ils ont tout simplement été rasés. Ces destructions et l'exode de centaines de milliers de personnes sont le lourd tribut que les Palestiniens ont payé à la création de l'Etat d'Israël.

## La « catastrophe » de 1948

En évoquant l'anéantissement de leur patrie, qui coïncide avec la naissance d'Israël, ils parlent de « Nabka », la catastrophe. Seuls ceux qui ont vécu la « Nabka » peuvent comprendre ce que Palestine veut dire et essayer de définir sa réalité géographique. Aujourd'hui, la Palestine est avant tout un rêve collectif sans contours précis, car les Palestiniens ne sont plus un peuple uni depuis longtemps. Les 800'000 Palestiniens qui vivent en Israël ont peu de choses en commun avec ceux de Cisjordanie et de Jérusalem-Est, au nombre de 1,7 million. De même, les liens entre les 900'000 Palestiniens de la bande de Gaza et les 4,7 millions dispersés un peu partout dans le monde se relâchent d'année en année. Le rêve d'un Etat indépendant devient le plus petit dénominateur commun.



Samer Mohdad



Samer Mohdad

# « Vous penserez que je suis folle... »

Mais à quoi ressemble donc cette Palestine? Où commence-t-elle? Quelles sont ses frontières? La vieille femme de Jabalia répondrait sans hésiter: « La Palestine est là où ont vécu nos ancêtres. » Cette définition correspond à la Palestine d'avant 1948, alors sous mandat britannique. Mais c'est une vision romantique sans aucun lien avec la réalité. Là où les maisons palestiniennes tiennent encore debout, elles sont habitées par des Juifs venus du Yémen, de New York ou de Pologne et ce sont les tracteurs des kibboutz qui labourent les champs.

Avec ses frontières actuelles, Israël s'étend sur les trois quarts de la Palestine originelle. Au mieux, il ne reste aux Palestiniens qu'un quart de ce territoire, un quart formé par la Cisjordanie et Gaza. Et encore, rien n'est sûr, car Israël rechigne à évacuer complètement ces territoires, arguant de sa propre sécurité et de la présence de plus de 150'000 colons juifs.

Aujourd'hui, les Palestiniens n'administrent de manière autonome que 30 pour cent des territoires occupés par Israël (Cisjordanie et Gaza). Yasser Arafat et son Organisation de libération de la Palestine (OLP) contrôlent ainsi bien moins que 10 pour cent de la Palestine originelle. Et ce n'est pas tout: les territoires palestiniens autonomes sont comme des fragments éparpillés en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Pour se rendre de Ramallah à Naplouse ou de Bethléem à Hébron, on est donc obligé de traverser une partie du territoire occupé par Israël. Lorsque l'Etat d'Israël estime que sa sécurité l'exige, il verrouille les territoires ou restreint la circulation. Résultats: les produits agricoles pourrissent avant de pouvoir être exportés; les horticulteurs nourrissent les chèvres avec les glaïeuls et les roses destinés au marché européen, car les frontières sont closes; les chantiers de construction sont paralysés parce que les livraisons de ciment et de briques ne parviennent pas à destination. Ces mesures frappent de plein fouet l'agriculture et la construction, les deux piliers de l'économie palestinienne qui fournissent la plupart des emplois.

La survie des Palestiniens dépend donc de plus en plus de l'aide internationale. La majeure partie de cet argent est investie dans les infrastructures et dans les projets sociaux. Si l'aide s'arrête, tout s'effondre, avec des conséquences incalculables pour l'ensemble de la région.

## Espoirs déçus

Ce qui vaut pour les produits et les matières premières vaut aussi pour les habitants. Ils ne peuvent se rendre de Gaza en Cisjordanie sans une autorisation des Israéliens. Même les déplacements à l'intérieur de la Cisjordanie ne sont possibles que s'ils sont tolérés par l'occupant. Dans ce contexte, les territoires autonomes palestiniens sont d'immenses ghet-

tos où le niveau de vie baisse tandis que le chômage augmente (40 à 50 pour cent). Cette situation a des conséquences catastrophiques: elle renforce la position des radicaux opposés aux accords de paix. Le Hamas islamiste alimente ouvertement la polémique contre le dialogue avec Israël et torpille ce qui reste du processus de paix par de meurtriers attentats à la bombe. La défaillance de leurs propres chefs ne fait qu'accroître la frustration des Palestiniens. Il est depuis longtemps oublié le jour où Yasser Arafat, revenant de son exil à Tunis, avait été accueilli en héros et en libérateur.

Dans les villes aujourd'hui autonomes, les anciennes prisons militaires israéliennes sont à nouveau pleines à craquer. Les gardiens palestiniens ont remplacé les gardiens israéliens. La différence? Les nouveaux font preuve de plus de mépris et de brutalité que leurs prédécesseurs. Un ancien détenu atrocement maltraité explique: « Quand c'est un Israélien qui te torture, tu en es presque fier. Tu racontes à tout le monde: regardez, ils m'ont fait ça et ça. Mais quand c'est ton propre frère qui te torture, tu ne pourras jamais plus oublier la douleur. »

En voyant les libérateurs d'hier devenir les oppresseurs d'aujourd'hui, nombre de Palestiniens ont abandonné tous leurs rêves d'un avenir meilleur et ont plongé dans une profonde dépression. A l'époque de l'Intifada, il n'y avait que *nous* (les Palestiniens) et *eux* (les Israéliens), blanc d'un côté, noir de l'autre. Chacun nourrissait l'espoir que les combats de rue de la jeunesse palestinienne finiraient par libérer le pays et conduiraient, un jour ou l'autre, à la création d'un Etat indépendant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Aujourd'hui, il n'y a ni noir, ni blanc, il n'y a plus que du gris. Seul le Hamas, avec ses vues extrémistes, parvient encore à secouer et à enthousiasmer les foules. Un bien mauvais présage pour la Palestine.

(De l'allemand)

\* Diego Yanez est rédacteur au magazine d'information télévisé « 10 vor 10 ». Jusqu'à fin 1997, il était correspondant de la télévision allemande DRS à Jérusalem.

### Faits et chiffres

(La Palestine actuelle: Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et bande de Gaza)

### Superficie

6170 km<sup>2</sup>

### Population

2,7 millions

Jeunes de moins de 15 ans: 44%

Croissance démographique: 5%

par an

Densité de population:

370 habitants par km<sup>2</sup>

(Gaza: 4152 habitants par km<sup>2</sup>)

### Mortalité infantile

Environ 33 décès sur

1000 naissances

### Taux d'analphabétisme

Environ 25%

### Répartition de la population

50% dans les zones rurales

36% dans les villes et les

agglomérations

14% dans les camps de réfugiés

### Religion

Islam: 97%

Christianisme: 3%

### Economie

Revenu par habitant: 1800 dollars

par an

### Population active

Agriculture: 35%,

Construction: 13%,

Administration: 11%

Industrie: 7%,

Autres: 34%

Exportations: 270 millions

de dollars en 1996

Importations: 1094 millions

de dollars en 1996



## Nombreux projets suisses intégrés au processus de paix

## Historique



### L'objet de tous les jours

#### Le keffieh, symbole de la rébellion et accessoire de mode

Qui ne connaît pas le keffieh, cette coiffe de tissu à damiers noirs et blancs, qui appartient à l'image de Yasser Arafat autant que sa barbe clairsemée ? Chez nous, le keffieh est devenu dans les années 70 un accessoire de mode politiquement correct. En Palestine, il est bien plus qu'un simple foulard. Porter un keffieh, c'est affirmer fièrement ses origines. Nous nous souvenons tous des photos de l'Intifada : des enfants armés de pierres, la tête emmitoufflée dans leur keffieh, s'opposaient aux soldats israéliens au péril de leur vie. Ils ont fait de ce carré de tissu un symbole de la rébellion. Jeunes et vieux, en ville et à la campagne, d'innombrables Palestiniens continuent aujourd'hui de porter le keffieh, aussi naturellement que nous une écharpe.

(bf) Lors de son voyage au Proche-Orient en mai dernier, Flavio Cotti, président de la Confédération, s'est aussi rendu dans les territoires palestiniens autonomes. La Suisse y réalise un programme quinquennal lancé en 1993. Il s'étend jusqu'à fin 1998 et coûtera au total 60 millions de francs. Il devrait d'ailleurs être reconduit dans un cadre similaire.

La DDC possède un bureau de coordination sur place, qui est plutôt un bureau de liaison avec les autorités palestiniennes autonomes. D'entente avec elles, des secteurs prioritaires ont été définis et des projets identifiés. La visite de Flavio Cotti a contribué à consolider ce travail, à répartir les projets dans des domaines précis (réfugiés, eau, environnement) et à les intégrer dans un programme régional ainsi que dans un processus de paix multilatéral.

Voici les points forts de la coopération suisse au développement en Palestine :

**- Coopération avec l'Autorité palestinienne autonome.** En collaboration avec l'Union européenne (UE), la Suisse gère un programme de réintégration professionnelle pour les anciens détenus politiques. Ce projet doit permettre à quelque 20'000 Palestiniens de retrouver leur place dans la société. D'autres projets concernent la formation professionnelle, la statistique démographique, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, la protection de l'environnement et les centres de jeunesse.

**- Coopération avec la Banque mondiale.** La Suisse soutient différents programmes : financement d'experts techniques qui préparent et réalisent des projets, garantie de la couverture des dépenses courantes durant la phase initiale de ces projets et amélioration des infrastructures, donc des conditions de vie de la population palestinienne.

**- Programme d'ONG pour la promotion des droits de l'homme.** La Suisse entretient depuis des années une collaboration fructueuse avec des organisations palestiniennes dans les domaines des droits de l'homme, de la coopération technique et de l'aide humanitaire. L'objectif prioritaire est de développer une société pluraliste.

**- Projets régionaux multilatéraux.** Dans le cadre du processus de paix multilatéral entamé dans la région, la Suisse finance un plan d'action qui a pour but de lutter contre la désertification (Palestine, Jordanie, Israël). La Suisse ayant été chargée d'insuffler les valeurs propres à la « dimension humaine » dans les groupes de travail existants, la Division politique IV du Département fédéral des affaires étrangères s'efforce de définir des projets dans ce sens.

(De l'allemand)

63 av. J.-C.-

324 apr. J.-C. Domination romaine.

324 - 638 Domination byzantine.

636 Début de la conquête arabe de la Palestine.

1099 Les croisés conquièrent Jérusalem et s'installent dans de grandes régions de la Palestine.

1265 Les mamelouks pénètrent en Palestine et commencent à réprimer les croisés.

1516 La Palestine est occupée par les Turcs et rattachée à l'Empire ottoman ; elle forme une partie de la province impériale de « Syrie ».

1882 Première vague d'immigration juive en Palestine.

1904-1914 Deuxième vague d'immigration juive en Palestine.

1917 Démembrement de l'Empire ottoman ; la Palestine est administrée par les Britanniques sous mandat de la Société des Nations.

1919-1948 L'immigration juive, majoritairement illégale, s'accroît.

1936 Soulèvement de la population arabe de Palestine contre les immigrants juifs.

1947 L'Organisation des Nations Unies propose de partager la Palestine en deux Etats, arabe et juif. Tandis que les Juifs acceptent ce plan à une faible majorité, les Arabes le rejettent nettement.

1948 David Ben Gourion proclame l'Etat d'Israël en Palestine. Début de la première guerre israélo-arabe. Israël ressort de cette guerre avec ses frontières actuelles, désormais reconnues par la communauté internationale. La Cisjordanie et Jérusalem-Est sont annexées à la Jordanie, la bande de Gaza à l'Egypte.

1967 Guerre des Six Jours. Israël occupe Jérusalem-Est, la Cisjordanie, la bande de Gaza, les hauteurs du Golan et le Sinaï.

1973 Guerre du Yom Kippour.

1987 Début de l'Intifada.

1993 L'OLP et Israël se reconnaissent mutuellement dans le Traité dit d'Oslo. Début du processus de paix.

1994-1997 Des terroristes islamistes s'opposent au processus de paix et commettent des attentats à la bombe contre des civils israéliens. Des portions de la bande de Gaza et de la Cisjordanie deviennent des territoires autonomes palestiniens.

1995 Un fanatique juif assassine Itzhak Rabin pour mettre fin au processus de paix.

1996 Benjamin Netanyahu promet d'empêcher la création d'un Etat palestinien et remporte les élections israéliennes.





Tom Linder

# Responsabilité à l'égard des pauvres

L'aide publique au développement doit-elle être accordée à des pays dotés d'armes nucléaires? Cette question se pose depuis les essais atomiques effectués par l'Inde et le Pakistan en mai. Une chose est claire: les fonds d'aide au développement ne doivent en aucun cas être détournés à des fins militaires. Sur ce point, le soutien de la Suisse bénéficie des garanties nécessaires. Pour le reste, notre décision de poursuivre la coopération avec ces deux Etats s'appuie sur les réflexions suivantes.

Il faut tout d'abord se souvenir que la pauvreté reste lancinante aussi bien en Inde qu'au Pakistan. Une personne sur trois vit dans une pauvreté absolue. Si l'aide étrangère était coupée, cela toucherait essentiellement des gens dont la situation ne laisse guère espérer des jours meilleurs. C'est particulièrement vrai pour la coopération suisse, dont 90 pour cent vont à des organisations privées au service des défavorisés ou à des projets gérés par les autorités régionales. Un retrait complet de la Suisse ne pénaliserait ni les gouvernements centraux ni les militaires, mais les populations les plus démunies.

D'autre part, les contribuables des pays industrialisés, dont la solidarité est destinée à soulager la pauvreté, ont le droit d'exiger des gouvernements partenaires qu'ils fassent preuve de responsabilité à l'égard des catégories sociales défavorisées. La communauté internationale doit leur rappeler constam-

ment ce devoir et adapter ses efforts à leur volonté d'assumer cette responsabilité. La Suisse s'y emploie vigoureusement.

Ces considérations expliquent la décision du Conseil fédéral, qui a réduit d'environ 3 millions de francs l'aide au développement octroyée à l'Inde en 1998-1999 et de 1,5 million le montant destiné au Pakistan. Par ailleurs, la DDC et l'OFAEE réexaminent les objectifs de leurs programmes et n'adoptent pour le moment aucun nouveau projet avec les gouvernements centraux. Nous adressons ainsi un message à ces gouvernements, tout en offrant à la société civile des possibilités d'élargir à long terme sa base démocratique. Dans ce domaine, nous travaillons en étroite collaboration avec d'autres pays et avec les institutions internationales. Interrompre la coopération au développement ne saurait être une réponse suffisante pour résoudre des problèmes liés à la politique de sécurité dans une région. Ce genre de situation requiert une approche plus diversifiée, un dialogue international et une grande force de persuasion. La responsabilité à l'égard des pauvres – assumée par nos partenaires aussi bien que par nous-mêmes – reste le moteur de la coopération au développement.

*Walter Fust, Directeur de la DDC  
(De l'allemand)*

# Et vogue le petit leasing

Une société pakistanaise de leasing s'est lancée sur le créneau apparemment risqué des petites et micro-entreprises. Elle a fait ses débuts en 1995 dans le port de Karachi, où elle a financé l'achat de bateaux de pêche. Avec l'aide de la DDC, elle étend ses activités dans le nord du Pakistan. De Jane-Lise Schneeberger.

(Jls) Après les pêcheurs de Karachi, Network Leasing Corporation (NLC) a passé des contrats avec 500 autres petits entrepreneurs dans la région de Karachi. Parmi eux, Jahanzeb avait besoin d'une moto pour aller vendre ses outils d'occasion de marché en marché. Javid s'est offert un frigo pour conserver le lait indispensable à son petit stand de thé. Tariq, lui, a pu remplacer le vieux tour, à bout de souffle, de son atelier de mécanique. NLC a fait un effort particulier en faveur des femmes entrepreneurs. Ainsi, Salma a pu ouvrir un salon de beauté et de coiffure en louant l'équipement de base et les meubles. Et Jamila, qui tient une épicerie, s'est procuré un frigo dans lequel elle stocke des denrées périssables et des médicaments.

Le Pakistan ne connaît le leasing que depuis onze ans et 33 sociétés ont déjà été créées. Presque toutes se méfient des petits contrats, trop coûteux en frais administratifs et apparemment trop risqués. NLC a démontré qu'une société pouvait être viable en travaillant avec des clients très modestes. Son taux de remboursement dépasse 98 pour cent.

Cette société veut aussi renforcer un secteur vital de l'économie. La plupart des petits entrepreneurs sont illettrés, ils n'ont pas de formation technique et leurs revenus sont dérisoires. Pourtant, ils fournissent des biens, des services et des emplois à une vaste majorité de la population, constate NLC dans son rapport annuel.

Traditionnellement, les petits entrepreneurs en quête de financement s'adressent à des prêteurs privés, au risque de devoir payer jusqu'à 180 pour cent d'intérêts par année.

Ils n'ont pratiquement aucune chance auprès des banques commerciales qui ne s'intéressent pas au micro-crédit. Elles exigent des garanties financières que ce type de clientèle est incapable de fournir.

En 1996, la DDC a accordé à Network Leasing Corporation un prêt de 750 000 francs et un don destiné à une assistance technique. «Le soutien à une société privée est très novateur», remarque Jean-Marc Clavel, de la DDC. «Nos premières expériences avec NLC sont très encourageantes. Nous avons décidé de renouveler cette collaboration pour les trois ans à venir, afin d'aider NLC à étendre ses activités vers le nord du Pakistan.» A la DDC, on songe déjà à répéter l'opération dans d'autres pays.

Andy Crump / Still Pictures



# Au bout de la rue, l'école

Des milliers de petits Albanais traînent toute la journée dans la rue au lieu d'être à l'école. Certains ont été abandonnés, d'autres doivent subvenir aux besoins de leur famille. Ils mendient ou font de petits boulots, quand ils ne tombent pas dans la délinquance. Un projet suisse aide les parents les plus pauvres à assumer leurs tâches.

(ils) « Sous l'effet de la crise économique qui a suivi la chute du communisme, des familles totalement démunies, voire clocharisées, sont contraintes d'abandonner leurs enfants », constate Marie-Thérèse Steffens, déléguée de Terre des hommes (Tdh) en Albanie. A Korça, un programme géré par la fondation locale « Pour la sauvegarde des enfants » combat ce phénomène.

Tout est mis en œuvre pour que les parents puissent garder l'enfant avec eux. On leur fournit de la nourriture, des vêtements, des semences s'ils ont une parcelle de terre, on les aide à trouver un logement, on les conseille en matière de soins aux bébés, de planning familial, etc. Au besoin, l'enfant est placé pour une courte période dans une famille d'accueil. Dans les villes de Korça, Elbasan et Berat, un autre projet est consacré aux enfants de la rue. Ceux-là ne sont pas abandonnés : « Le soir, ils rentrent chez eux. Même si c'est une pièce de 2 mètres sur 3, où dorment huit personnes », explique Mme Steffens. « Mais la nourriture manque. Les habits, les chaussures ne sont pas remplacés. Et l'école n'est plus qu'un rêve. » Leur travail fait parfois vivre toute la famille. Ils cirent des chaussures, lavent des voitures, vendent des sacs en plastique ou des graines grillées. Certains sont happés par les filières clandestines qui envoient de petits Albanais en Grèce et en Italie, où ils doivent mendier, se prostituer, voler ou travailler au noir.

Les équipes de Tdh s'efforcent de scolariser ces enfants, tout en aidant leur famille. Si les parents s'engagent à envoyer leur enfant tous les jours à l'école, ils reçoivent régulièrement de la nourriture, de même qu'un soutien matériel, psychologique et social. « Nous faisons en sorte qu'ils redeviennent des parents debout », explique la déléguée. Des classes de rattrapage accueillent les enfants trop âgés ou trop en retard pour être replacés directement dans l'enseignement normal.

La DDC a mis à disposition un crédit de 490 000 francs pour les années 1996 à 1998. Elle financera ensuite durant deux ans le travail de la fondation « Pour la sauvegarde des enfants », qui reprend cette année la responsabilité de l'ensemble du projet. Le passage du témoin a eu lieu en août. « Moi, je m'assieds sur une pierre et eux continuent leur chemin », commente Marie-Thérèse Steffens, avant de regagner sa Belgique natale, en emportant le souvenir du millier d'enfants qu'elle a arrachés à la rue.

Andreas Schwaiger/Lookat





# A la barbe des embargos

L'Aide humanitaire de la Confédération ne tient pas compte des embargos. Elle est présente en ex-Yougoslavie et en Corée du Nord. Elle soutient des organisations partenaires en Irak, en Iran, à Cuba et en Birmanie. Tous ces pays ont en commun d'être soumis à des sanctions internationales.

(jls) La sanction est un instrument prévu par la Charte des Nations Unies, afin de pousser un Etat à adopter un comportement acceptable par la communauté internationale. Elle peut viser de multiples domaines (économique, commercial, céréalier, technologique, aérien, sportif...), avant de déboucher sur des frappes militaires si l'Etat n'obtempère pas.

Ces dernières années, l'ONU a voté des sanctions contre l'Irak après l'invasion du Koweït, contre la République fédérale de Yougoslavie (RFY) impliquée dans la guerre en Bosnie et contre les militaires putschistes en Haïti. L'embargo peut aussi être utilisé par des organisations régionales ou par un seul pays. Les Etats-Unis y ont recouru notamment contre l'URSS, Cuba, la Corée du Nord, l'Iran puis, en mai dernier, contre l'Inde et le Pakistan.

Longtemps allergique à ces boycotts, la Suisse ne les juge plus incompatibles avec la neutralité. Elle s'est associée aux sanctions contre l'Irak et la RFY. Mais cette évolution n'a rien changé pour l'Aide humanitaire, par définition neutre et apolitique. Ses experts sont présents en RFY, où ils construisent des abris pour les réfugiés, et en Corée du Nord, où ils apportent de la nourriture, des engrais et des semences à une population sévèrement affectée par les intempéries. Elle finance des organisations partenaires dans d'autres pays sous embargo. Ainsi, un projet de production de médicaments a été lancé à

Cuba, tandis qu'une aide alimentaire et médicale est acheminée en Irak.

Selon la loi fédérale de 1976, l'Aide humanitaire doit contribuer « à la sauvegarde de la vie humaine lorsqu'elle est menacée et au soulagement des souffrances ». Elle est accordée lorsqu'il existe une situation d'urgence et s'adresse exclusivement aux victimes. « Les décisions politiques sur des embargos ne comptent pas pour nous. S'il y a des victimes, nous intervenons de toute façon, peu importe le pays », affirme Franklin Thévenaz, membre de l'état-major de la Division Aide humanitaire de la Confédération, une des divisions de la DDC.

C'est en découvrant le drame des pénuries en Irak que le monde a pris conscience de l'effet pervers des sanctions. « Avant, on ne mesurait que leur impact financier, économique ou militaire », rappelle M. Thévenaz. « Aujourd'hui, on se préoccupe aussi des conséquences sur la population, et en particulier sur les segments les plus fragiles de la société : les enfants, les femmes, les démunis et les vieillards. »



### La coopération suisse de 1999 à 2002

(km) Lors de ses prochaines sessions, le Parlement examinera le nouveau message concernant la coopération technique et l'aide financière de la Confédération en faveur des pays en développement, ainsi que celui relatif à la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est et la Communauté des Etats indépendants (CEI). En effet, gouvernement et Parlement doivent se prononcer tous les quatre ans sur la poursuite de cet engagement, principalement pour débloquer des moyens financiers. Les deux messages offrent par ailleurs un aperçu du travail accompli, fournissent des informations sur la destination des futurs moyens et définissent les orientations de ce grand domaine d'activité de la politique étrangère suisse.

### Sept nouveaux visages

(rm) La Commission consultative du Conseil fédéral pour le développement et la coopération s'est étoffée. La coopération avec les pays d'Europe de l'Est et de la CEI s'étant beaucoup intensifiée ces dernières années, le gouvernement a été obligé d'élargir le mandat de la commission. En toute logique, on devait aussi augmenter le nombre de ses membres. Six personnalités supplémentaires des milieux parlementaires, de l'économie, de l'enseignement et de la recherche, ainsi que des organisations non gouvernementales, siégeront donc au sein de la commission: Trix Heberlein (conseillère nationale, ZH), Franco Cavalli (conseiller national, TI), Branco Weiss (entrepreneur), Friedrich K. von Schwarzenberg (milieu bancaire), Stephan Kux (Université de Bâle), Jürg Krummenacher (Caritas). Les médias seront désormais représentés par Flavia Baciocchi

(Radio della Svizzera Italiana), qui remplace Eric Hoesli (Le Temps).

### Institut roumain récompensé

(vor) Le New Europe College (NEC) de Bucarest a reçu le 9 juin le prix Hannah Arendt doté de 300'000 DM. Fondé en 1992, le NEC est un institut destiné aux spécialistes des lettres et des sciences sociales de Roumanie. Son objectif est de faciliter leurs contacts avec la communauté scientifique internationale. Chaque année, il offre la possibilité à dix scientifiques roumains de se consacrer pendant une année entière à un projet de recherche précis. Le prix récompense l'interdisciplinarité du NEC et la qualité des travaux de recherche financés. La DDC et la Fondation Landis & Gyr soutiennent depuis des années cet institut de grand renom qui est cofinancé par diverses fondations en Allemagne, en France, aux Pays-Bas, en Suède, aux Etats-Unis et en Suisse.

## Au fait, qu'est-ce que le «gender» ?

(vgu) Le mot anglais «gender», utilisé dans le domaine du développement, ne signifie pas seulement «sexe» ou appartenance à l'un des deux sexes. Il se réfère aux relations et aux rôles sociaux des hommes et des femmes, fixés avant tout par le contexte économique, social, politique et culturel. Contrairement au déterminisme de la biologie, ces rôles et relations changent selon l'évolution de l'organisation sociale et des valeurs culturelles en vigueur. Le «gender» fait donc partie du système social et constitue, tout comme les couches sociales et l'âge, un facteur important qui détermine les rôles, les droits, les activités, les responsabilités et les chances des femmes et des hommes. Dans la plupart des sociétés, les femmes bénéficient en général d'un accès plus restreint aux ressources, leurs chances sont plus limitées et elles ont moins de possibilités de participer aux décisions. Le concept de «gender-balanced development» (développement équilibré entre hommes et femmes) vise à modifier cette situation et à garantir que femmes et hommes participent dans la même mesure au processus de développement. La DDC considère ce concept comme une condition indispensable à un développement durable et efficace, au même titre que le respect des besoins des deux sexes dans tous les domaines et à tous les niveaux. Elle se fonde sur la justice sociale et sur le fait que le maintien des femmes dans une position inférieure nuit au développement. Les principes de cette approche figurent dans la politique de la DDC pour un développement équilibré hommes-femmes.



Jörgen Schytte/Siti Pictures

# La Suisse - un produit d'exportation ?

En 150 ans, la Suisse est devenue une société économiquement forte, politiquement stable et d'une capacité étonnante à gérer les conflits. Alors que les tensions inter-étatiques ou internes occasionnent encore beaucoup de misère ailleurs, pourquoi n'exporterions-nous pas notre modèle de démocratie? «Un seul monde» a discuté cette possibilité avec Ebenezer Mireku (1), conseiller économique et entrepreneur ghanéen, Wolf Linder (2), professeur à l'Institut de Science politique de l'Université de Berne, et Peter Vollmer (3), conseiller national et membre de la Commission de politique extérieure. Débat dirigé par Marco Gehring.



Iris Krebs

1



2



3



La promotion des grands principes démocratiques constitue aujourd'hui un objectif fondamental de la coopération internationale de la DDC, que l'on retrouve aussi bien dans les programmes que dans les projets. Une série de mesures permettent de poursuivre cet objectif: aide directe lors d'élections, soutien à des groupes faisant l'objet de discriminations, dialogue politique avec les gouvernements, par exemple dans le domaine des droits de l'homme, etc. Dans ses activités, la DDC s'appuie sur les conseils et les recherches d'organismes suisses. Pour le thème «Etat de droit et décentralisation», elle utilise ainsi les ressources de l'Institut du fédéralisme de l'Université de Fribourg.

**Un seul monde:** Professeur Linder, connaissons-nous suffisamment notre pays pour pouvoir dire ce qui a fait son succès?

**Wolf Linder:** Nous nous considérons volontiers comme un cas particulier en pensant au fédéralisme et à la démocratie directe. Je rétorque chaque fois que nous ne sommes pas un cas particulier, mais que notre démocratie est particulière: une démocratie du consensus et de la négociation qui donne la parole à toutes les minorités, qu'elles soient linguistiques, culturelles ou régionales. On l'oppose en général au modèle de démocratie majoritaire des Anglo-Saxons. Mais il ne faut pas oublier que la Suisse est multiculturelle par essence. Lorsque l'Etat fédéral fut créé en 1848, la nation suisse n'existait pas, nous avons dû commencer par nous entendre. D'autres pays continuent de se baser sur une entité culturelle homogène, avec la même langue, la même religion ou les mêmes traditions. Mais ce modèle engendre parfois un nationalisme à tous crins. La Suisse est au contraire une nation née d'une volonté politique.

**Peter Vollmer:** Je mettrais l'accent sur d'autres éléments. La Suisse est un petit Etat, créé dans un contexte plutôt hostile. C'est cela qui me paraît

vraiment caractéristique. Au XXe siècle, nous avons connu la prospérité qu'il s'agissait de défendre ensemble contre l'extérieur. Cette situation n'a fait que renforcer notre cohésion politique.

**Ebenezer Mireku:** J'aimerais faire deux réflexions: d'une part, les différents groupes composant cet Etat n'étaient pas viables séparément et d'autre part, des raisons historiques spécifiques sont à l'origine de la prospérité. A supposer qu'on souhaite tirer un enseignement de cette expérience historique pour un pays comme le Ghana, on doit commencer par se demander si ce pays réunit des conditions initiales similaires.

**Un seul monde:** Monsieur Mireku, que pensez-vous de la Suisse? Comment l'avez-vous connue?

**Mireku:** Pour moi, la Suisse reste un phénomène. Un petit Etat sans conflits territoriaux, où l'on parvient vraiment à réunir un large consensus. D'ailleurs, la participation aux votations le prouve. C'est surprenant! Les gens ne vont pas voter parce qu'ils pensent que tout ira forcément pour le mieux.





24

25

**Linder :** Notre chance, c'est que personne n'a jamais eu un grand intérêt à détruire la Suisse. La prospérité a pu se développer. Reste à savoir quelle expérience nous avons à offrir. Il y a quelques années déjà, j'ai essayé de vendre la Suisse comme une solution exemplaire et efficace pour résoudre des tensions multiculturelles. De tels conflits marqueront la prochaine décennie et il s'agira principalement de conflits internes, provoqués parfois par de grands mouvements migratoires. On oublie trop souvent que la démocratie majoritaire de type anglo-saxon n'est pas conçue pour résoudre ce genre de tensions. Une incapacité qui a des conséquences désastreuses, comme le prouve la situation en Irlande du Nord et en Afrique. La coexistence pacifique de plusieurs cultures dans un même pays constitue un défi pour la démocratie. A cet égard, la Suisse est un bon modèle, avec son système basé sur le partage du pouvoir et sur le fédéralisme.

**Vollmer :** C'est une position complètement idéaliste ! Je pense que nous ne pouvons rien « vendre » du tout. Notre petit Etat, notre démocratie, sont apparus dans des conditions bien définies et je me refuse à penser que nous ayons quelque chose à ex-

porter. Nous pouvons peut-être offrir des connaissances et des moyens, mais pas un modèle suisse. Je n'idéalise pas notre société multiculturelle : il est vrai que c'est une caractéristique de la Suisse, mais notre pays n'est pas plus multiculturel que la Hollande ou les Etats-Unis, par exemple. Nous sommes aussi hélas une société xénophobe. Les aspects multiculturels demeurent très, très modestes et se limitent principalement aux régions linguistiques et aux communautés vivant sur les deux versants des Alpes.

**Linder :** Je partage partiellement votre avis. Cependant, avant 1848, la Suisse a aussi connu quatre guerres de religion. Nous n'avons guère fait autre chose que les peuples de l'ex-Yougoslavie. Non, il ne s'agit pas d'exporter un modèle suisse, mais le principe du partage du pouvoir, d'une démocratie de la concordance. En Afrique du Sud, c'est un Hollandais qui s'est basé sur la démocratie de son pays pour proposer un système de partage du pouvoir entre les Blancs et les Noirs, afin d'apporter une solution pacifique au conflit. Nous aussi pouvons offrir ce type d'aide à d'autres Etats. Nous le faisons d'ailleurs déjà dans le cadre de nombreux projets en Europe de l'Est et également au Népal.

« Si nous sommes parvenus à un développement politiquement très civilisé, c'est surtout grâce à notre prospérité. On ne peut donc nullement transposer le modèle suisse ailleurs dans le monde. Il exploserait ! En observant les pays du Sud, nous pouvons cependant découvrir comment une culture aux ressources limitées parvient à se développer. Nous aussi avons beaucoup à apprendre. »  
*Peter Vollmer, conseiller national*

« Nous parlons ici de développement institutionnel. Un tel travail exige des spécialistes disposant de la formation et de l'expérience nécessaires. Mais nous n'en avons pas. Il y a cinq ans, j'ai suggéré que l'on organise un cours sur le développement, mais l'Université a estimé, malgré l'intérêt des étudiants, que ce n'était pas prioritaire. Seules quelques rares institutions en Suisse sont en mesure d'aborder les problèmes du développement de manière professionnelle. »  
*Wolf Linder, auteur du livre « Swiss Democracy. Possible Solutions to Conflict in Multicultural Societies », The Macmillan Press Ltd, 1997*

« En Afrique, il est presque impossible d'évaluer d'emblée les avantages et les inconvénients de ce qui nous vient du Nord. C'est pourquoi il est si important que davantage d'étudiants africains viennent se faire une idée du contexte suisse sur place, afin de se forger une opinion. »  
*Ebenezer Mireku, conseiller économique, Ghana*

**Vollmer :** D'autres pays peuvent malheureusement se permettre d'exclure certains groupes ethniques sans risquer pour autant un démantèlement.

**Linder :** Bien sûr, mais il y a des pays à qui notre expérience est utile. C'est ce qui importe.

**Mireku :** Le Libéria, par exemple, a deux cultures, mais une langue commune, l'anglais. On devrait se demander si la mise en place d'une institution comme le Conseil des Etats peut être utile dans d'autres pays.

**Vollmer :** Nous aussi avons copié notre système fédéraliste bicaméral sur celui des Américains. Chez nous, il a ensuite bien fonctionné.

**Linder :** Nous avons fait certaines expériences historiques. Nous devrions réfléchir à la forme qu'elles pourraient prendre ailleurs. Dans la société tribale africaine, les palabres constituent une manière

nement des institutions. C'est une bonne idée. Il y a donc des choses qui se font.

**Linder :** On m'invite souvent à présenter notre démocratie du consensus, mais je constate ensuite que les contacts ainsi établis ne sont pas suffisamment entretenus. En fait, nous ne savons pas nous-mêmes que nous avons des idées – non pas des produits d'exportation – susceptibles d'être utiles à d'autres, autant que de l'argent. La coopération au développement pourrait aussi être basée sur des prestations et des contre-prestations. Les Américains échangent depuis longtemps déjà le respect des droits de l'homme contre des dollars. Un tel travail requiert toutefois une bonne collaboration entre la diplomatie (y compris la diplomatie commerciale), les experts du développement, les universités et les spécialistes de la politique. Cette stratégie de maintien de la paix et de négociation n'interviendrait pas seulement une fois que la catastrophe est déjà là, comme en Bosnie !



efficace de trouver un consensus. Mais comment transposer cette institution au niveau d'un Etat ?

**Un seul monde :** Monsieur Mireku, les Lignes directrices Nord-Sud du Conseil fédéral souhaite aussi promouvoir la démocratie et l'Etat de droit dans des pays politiquement instables. Du point de vue africain, cette volonté a-t-elle des effets ?

**Mireku :** La première chose qui me vient à l'esprit, en tant que Ghanéen, c'est la décision du Parlement suisse d'accorder une aide financière à mon pays (ce qui n'est pas l'objet de notre discussion).

**Un seul monde :** Qu'est devenue cette aide financière ?

**Mireku :** L'argent a été versé directement au budget de l'Etat. Je sais aussi que nous avons par exemple bénéficié d'un soutien pour organiser les élections de 1996.

**Vollmer :** C'est juste, j'ai déjà participé personnellement à ce genre d'actions en Afrique.

**Mireku :** De plus, des parlementaires africains sont invités en Suisse pour venir y observer le fonction-

**Vollmer :** Oui, la pratique tend nettement à renforcer la société civile. A quoi servent de magnifiques projets de construction de puits au Rwanda si l'on ne voit pas la poudrière sociale dans le pays ? Mais c'est plutôt une large coopération internationale qui est nécessaire, capable de faire intervenir l'expérience de tous les pays démocratiques. Ce travail commun prend toujours plus d'importance. Nous pouvons, nous aussi, profiter des précieuses structures qui existent déjà, notamment dans les pays scandinaves.

*(De l'allemand)*



# Une aide à deux voix

Il y a quelques années, l'ONG suisse Nouvelle Planète et la Radio Suisse Romande m'avaient chargé d'accompagner en Haïti de jeunes Suisses qui allaient partager leur expérience professionnelle avec de jeunes Haïtiens. Je me suis donc retrouvé durant trois mois dans les « Ateliers Ecoles » de Camp Perrin, à 250 km au sud de Port-au-Prince. Il s'agissait d'aider à la reconstruction de bâtiments qui avaient été emportés par une crue de la Grande Ravine du Sud. Il s'agissait également pour les maçons, les mécaniciens, les peintres en bâtiment venus de nos cantons, d'échanger des connaissances et des techniques avec les apprentis haïtiens.

La question s'est posée à la fin de cette expérience de savoir qui avait le plus appris grâce à ces contacts : ce qui est certain, c'est que la plupart de nos compatriotes sont revenus transformés de leur court séjour dans ce pays d'extrême pauvreté, ils ont partagé la vie d'un monde de misère et de survie dont ils ne soupçonnaient pas l'existence.

Pour ma part, j'ai découvert à cette occasion deux philosophies, deux approches de l'aide, deux chemins possibles vers le développement d'un pays.

La première voie est suivie par les « Ateliers Ecoles ». Leur fondateur, le Belge Jean Sprumont, est parti de la constatation, au début des années 70, qu'il n'existait pas de petite industrie en Haïti, notamment dans le domaine de la métallurgie, et que par conséquent tous les produits manufacturés, même les plus élémentaires, devaient être importés dans l'île. Jean Sprumont a donc racheté en Europe, dans les innombrables usines qui ont fermé ces dernières années, des machines encore performantes, qu'il a installées dans l'enceinte de ses Ateliers.

Après une vingtaine d'années d'existence, son entreprise emploie environ trente personnes et produit une quantité d'objets allant des boulons aux charpentes métalliques, en passant par les pelles, les brouettes, les pompes, les moulins et les foyers solaires. Une production indigène solide, fiable, qui se trouve malheureusement parfois en concurrence défavorable avec des produits d'importation de moins bonne qualité.

En ce qui concerne le côté « école » de ces Ateliers, chaque employé est considéré comme un apprenti qui devra, dans l'idéal, quitter l'entreprise lorsqu'il aura acquis suffisamment de savoir-faire. Plutôt que de lui délivrer un diplôme, ce qui n'équivaudrait qu'à mettre sur le marché du travail un chômeur de plus, les Ateliers Ecoles vont lui fournir un atelier, de l'outillage, des matériaux : le moyen de créer dans son village sa propre entreprise. Certains ont donc ouvert au fond des montagnes leur forge ou leur moulin.



Mark Edwards/Still pictures

Création d'une industrie propre au pays et répondant aux besoins directs de la population, démarche inscrite dans la durée, aide à l'artisanat : le chemin indiqué par Jean Sprumont m'a paru intelligent et efficace.

Tout aussi intelligente et évidente m'est apparue une seconde voie. Elle m'a été indiquée par un « hougan », un sorcier vaudou...

Nous étions devant sa maison dans les « mornes », les montagnes qui dominent Camp Perrin et la plaine des Cayes. Après avoir parlé de choses et d'autres, je lui ai demandé quelle aide, à son avis, nous autres Européens pouvions apporter à son pays. Le « hougan » a souri, il a montré de la main quelques sacs rebondis au pied d'un manguier :

– Tu vois, là dedans, c'est du café, que nous produisons sur nos collines. Il y a dix ans, on me payait douze dollars pour chaque sac. Aujourd'hui, on ne m'en donne plus que cinq dollars. Payez-nous notre café comme il y a dix ans, et nous nous débrouillerons seuls, sans plus avoir besoin de votre aide ou de votre charité !

...Que dire de plus ? A l'évidence, le « hougan », avec son simple bon sens, parlait d'or. Instaurer un commerce plus juste, ne serait-ce pas le moyen le plus sûr de contribuer au développement du Tiers Monde ?

*Michel Bühler*



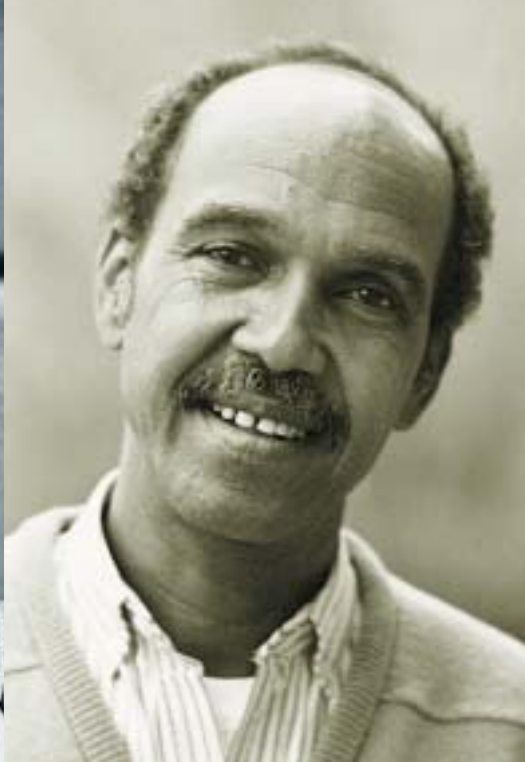
Pierre-Antoine Gieson / Strates

A 53 ans, Michel Bühler est une des grandes figures de la chanson romande. Depuis son premier disque, qui date de 1969, il a enregistré 13 albums. Cet artiste engagé mène en parallèle une carrière d'écrivain. Auteur de cinq livres et de plusieurs spectacles de cabaret-théâtre, il a notamment reçu le prix « Lipp-Genève » en 1988 pour son roman « La Parole volée ».





Tayeb Salih



Nuruddin Farah



Patrick Chamoiseau

# Nuruddin, Bessie, Tay

## Tayeb Salih

Né au Soudan en 1929, Tayeb Salih vit aujourd'hui en Grande-Bretagne et compte parmi les plus grands auteurs du monde arabe. Sa renommée repose avant tout sur son roman « Saison de la migration vers le nord », paru dans les années 60. Le livre doit son succès au style éblouissant utilisé par Salih pour décrire l'un des principaux thèmes de la littérature arabe : la rencontre d'intellectuels arabes avec l'Europe et l'influence de l'Occident sur l'Orient. Tayeb Salih, *Saison de la migration vers le nord*, Actes Sud, collection Babel, 1998.

Marginales il y a une vingtaine d'années encore, les œuvres littéraires du Sud commencent à s'imposer en Suisse et en Europe. Cette littérature s'est débarrassée de son image tiers-mondiste et de son arrière-goût de coopération. Elle est de plus en plus reconnue dans les milieux littéraires. Par Fridolin Furger\*.

« The Empire writes back to the Centre. » Ce mot de Salman Rushdie, qui a marqué les années 80, est la formule la plus percutante et la plus célèbre pour qualifier une tendance irrésistible : la place croissante que les auteurs des pays du Sud occupent dans la littérature de leurs anciens colonisateurs. Ce phénomène prend une tournure spectaculaire lorsqu'on décerne un grand prix littéraire, français ou anglais, à des auteurs comme Patrick Chamoiseau (Martinique), Ben Okri (Nigeria) et Arundhati Roy (Inde), ou lorsque le Prix Nobel est attribué au Nigérian Wole Soyinka (Nigeria, 1986), à

l'Égyptien Najib Mahfudh (1988) ou au poète antillais Derek Walcott (1992). Qu'en est-il en Suisse des littératures africaine, asiatique et latino-américaine ? Bénéficient-elles de la reconnaissance qu'elles méritent ? Notre perception de ces œuvres a-t-elle évolué depuis les années 80 ? On peut se poser une autre question : est-ce que la littérature a quelque chose à voir avec la politique de développement ? Lucien Leite, des éditions Unionsverlag, est sans doute l'un des grands spécialistes du genre. Au début des années 80, il a lancé la collection « Dialog

Dritte Welt » en collaboration avec les éditions Peter Hammer et Lamuv, donnant ainsi un essor important à la littérature du Sud. Aujourd'hui, la maison d'édition zurichoise peut s'enorgueillir de posséder un catalogue international unique d'œuvres éditées en langue allemande. Aux côtés de grands conteurs tels que Najib Mahfudh et Yasar Kemal (Turquie), on y découvre de nouveaux auteurs de talent.

## Un tournant historique

En y repensant, Lucien Leite parle d'un tournant historique : « Au début, beaucoup de gens se demandaient s'il existait vraiment



Ben Okri



Arundhati Roy



Derek Walcott

Fridolin Furger 5  
Keystone 4

# eb et les Suisses

une littérature arabe ou africaine. Aujourd'hui, c'est une évidence. Nous ne luttons plus seulement pour faire admettre son existence, mais pour qu'elle jouisse d'une reconnaissance littéraire.» D'aucuns continuent cependant de penser que les œuvres en provenance d'autres cultures ont quelque chose d'ethnologique et l'horrible expression «littérature du Tiers Monde» sévit encore. Ce sont surtout de petites maisons d'édition qui ont mis à disposition du lecteur germanophone un vaste choix littéraire provenant principalement du monde arabe, d'Afrique et d'Amérique latine. Bien sûr, il subsiste des lacunes: l'Inde et la Corée du Sud, par exemple, brillent encore par leur absence. Mais il faut constater que les auteurs du Sud ne sont pas seulement traduits, ils sont désormais appréciés d'un large public. Pour n'en citer que deux, prenons Najib Mahfudh ou le Soudanais Tayeb Salih,

dont le roman «Saison de la migration vers le nord» (voir ci-contre) a même été propulsé dans le clan des best-sellers par des comptes rendus enthousiastes. Il peut paraître surprenant que la littérature d'autres cultures suscite plus d'intérêt en Suisse qu'en Allemagne par exemple. Une des raisons réside dans le travail de pionnier accompli par des maisons d'édition suisses. Ainsi, Lenos, à Bâle, édite la collection de littérature arabe la plus renommée et la plus attrayante. Dans le catalogue d'Ammann, on trouve des auteurs aussi célèbres que Wole Soyinka, Nuruddin Farah et, depuis peu, Adonis, le poète arabe le plus connu aujourd'hui. La collection pour enfants «Baobab», publiée chez Nagel & Kimche, ajoute une note particulière à l'ensemble.

## La chance des Romands

La situation est bien différente dans les régions francophone et

italophone de la Suisse.

L'impact de la littérature du Sud dépend ici largement des éditeurs italiens ou français. Les Romands bénéficient en outre d'un avantage certain: ils n'ont pas besoin de traductions pour accéder à la littérature de l'Afrique francophone, du Maghreb et des Antilles. De plus, l'édition française accorde une grande place aux œuvres d'autres cultures, comme en témoigne le fabuleux catalogue des éditions Actes Sud. Les éditions Zoé sont la principale exception en Suisse romande. En 1994, elles ont lancé la collection «Littératures d'émergence», dont les vedettes ont été jusqu'ici la Sud-Africaine Bessie Head et le Somalien Nuruddin Farah. La collection publie des auteurs d'autres cultures qui écrivent dans une langue européenne, explique Marlyse Pietri-Bachmann, de Zoé. Pour elle aussi, le choix se fonde essentiellement sur la qualité

littéraire. Elle relève d'ailleurs que ces œuvres se distinguent souvent par une grande vivacité du langage. Outre l'engagement des maisons d'édition, d'autres acteurs ont contribué à l'essor de la littérature du Sud. Par exemple, la Société de promotion de la littérature d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, fondée en 1984 et dont le siège se trouve à Francfort. En collaboration avec la Déclaration de Berne, elle établit une liste d'ouvrages méritant d'être traduits, administre le «Andere Literaturklub» (l'autre club littéraire) et accorde, avec Pro Helvetia, un soutien financier à des traductions. Selon Lucien Leites, cette aide est vitale, car le «coût de la traduction est une véritable guillotine lorsqu'il s'agit de calculer les prix». Grâce à ses collections très populaires «Literatur der Welt» et «Die Welt erzählt», qui publient des textes isolés dans différentes langues, la section

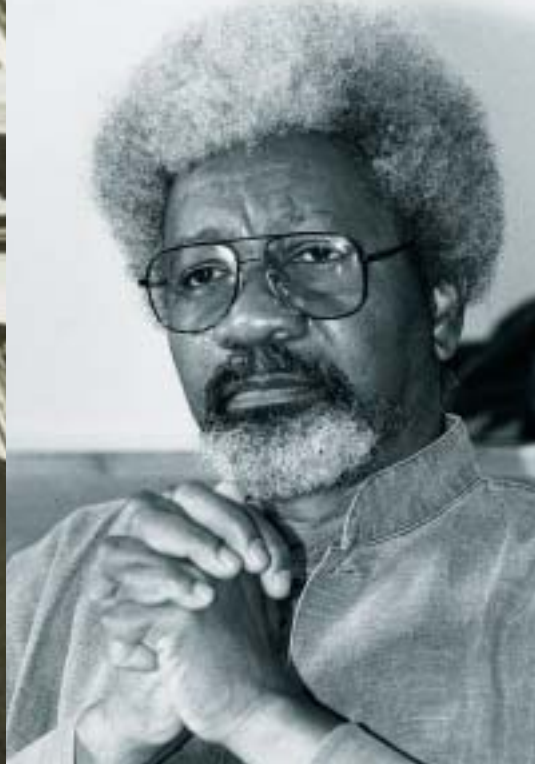




Najib Mahfudh



Bessie Head



Wole Soyinka

# Najib

# Bessie

# Wole

## Bessie Head

Elle est, avec Nadine Gordimer, la principale femme écrivain d'Afrique. En 1964, Bessie Head a fui l'Afrique du Sud pour se réfugier au Botswana, où elle est décédée en 1986. Les éditions Zoé viennent de publier la traduction de son premier roman, « La Saison des pluies » (« When Rain Clouds Gather »), qui a pour thème l'exil d'Afrique du Sud vers le Botswana et la création d'une coopérative agricole. Par ailleurs, le livre « Maru », qui traite de préjugés racistes entre Africains, est récemment paru en allemand. De son troisième roman « Question de pouvoir » (« A Question of Power »), dans lequel l'auteur décortique son effondrement psychique au Botswana, on peut dire que c'est le roman africain le plus surprenant. Il est aussi disponible en allemand et en anglais. Bessie Head, *La Saison des pluies*, éditions Zoé, 1998.

alémannique de la Déclaration de Berne a fait connaître en Suisse ces dernières années une multitude d'auteurs de tous les continents. Cela a permis au public de se frotter à des formes littéraires peu usuelles chez nous, aux traditions du conte oral et à la poésie-performance qu'affectionnent les poètes antillais. Si les collections ont su garder leurs distances par rapport aux préoccupations de la politique de développement, c'est surtout parce qu'elles organisent leurs spectacles et leurs manifestations dans des maisons de la culture bien établies.

## Un dialogue culturel plein de promesses

Les Journées littéraires de Soleure témoignent aussi de la reconnaissance croissante dont jouissent les écrivains du Sud. En 1993, Patrick Chamoiseau et Guillermo Cabrera Infante ont été les invités d'honneur de cette manifestation. Ce fut le cas

de Wole Soyinka en 1996 et de Tayeb Salih cette année. A l'initiative de la Déclaration de Berne et avec la collaboration de la Fondation Culture et Développement (financée par la DDC), les Journées de Soleure ont, pour la première fois en 1997, aussi attiré l'attention sur les nombreux auteurs étrangers qui vivent en Suisse et écrivent dans leur propre langue.

L'anthologie « Küsse und eilige Rosen », récemment parue aux éditions de la Limmat, permet de se faire une idée de cette autre littérature suisse. Faut-il contester aux littératures du Sud leur rôle d'intermédiaire culturel sous prétexte qu'elles bénéficient d'une grande estime? Absolument pas. Le tournant décrit ouvre justement la voie à un véritable dialogue culturel basé sur le respect mutuel. Pour citer encore une fois Lucien Leitess, « cette littérature peut très bien contribuer à nous ouvrir l'esprit, à nous rapprocher de l'étranger

et à nous faire apprécier la différence ». Son contenu est tout aussi fascinant que sa forme, une qualité d'ailleurs requise de toute littérature et de toute culture.

(De l'allemand)

\* Fridolin Furger est journaliste indépendant et critique littéraire à Zurich.



**Zézé**

(bf) Le gamin, le couvercle de casserole et la favela : comment vous imaginez-vous une mégapole telle que São Paulo, avec ses 17 millions d'habitants et 1200 favelas ? A votre avis, comment des enfants peuvent-ils survivre dans de pareils bidonvilles ? Un film vidéo et un dépliant en quadrichromie présentent Zézé, un petit garçon qui habite une favela de São Paulo, au Brésil. Ce thème « difficile » est abordé sous un jour un peu différent, plus positif que d'ordinaire. L'histoire est amusante et permet d'expliquer aux élèves différents aspects de la vie des enfants dans une favela.

*Renseignements et commande : Fondation éducation et développement, av. de Cour 1, case postale 164, 1000 Lausanne 13, tél. 021 612 00 81 fax 021 612 00 82 Existe en français et en allemand*

**Mondialisation pour les ados**

(bf) « Une journée ordinaire d'Anne et de Roger » est un dossier pédagogique destiné aux écoles secondaires. Il leur offre une base de réflexion sur des thèmes divers comme la mode, les loisirs, la musique, les conflits avec des étrangers, la population, l'alimentation, etc. Il incite les jeunes à jongler positivement avec les chances offertes par la mondialisation, à se demander quels liens il peut y avoir entre leur vie quotidienne et le vécu des gens du Sud, et ce que veut dire au fond « développement durable ».

*Renseignements et commande : Stiftung Bildung und Entwicklung, Monbijoustr. 31, 3001 Berne, tél. 031 382 80 80 fax 031 382 80 82 Existe seulement en allemand*

**Films****Films pour un seul monde**

(bf) Le groupe de travail Médias Tiers Monde et la Commission cinématographique KEM/EPER/PPP unissent leurs efforts depuis le début de l'année et offrent leurs prestations ensemble. Le nouveau service « Films pour un seul monde » poursuit le travail des œuvres d'entraide dans ce domaine ; il donne des renseignements et des conseils sur le matériel à utiliser pour traiter de sujets « Tiers Monde » et sur les films en provenance du Sud. *Service « Films pour un seul monde », Monbijoustr. 31, case postale 6074, 3001 Berne, tél. 031 398 20 88 fax 031 398 20 87*

**Compilation dans une boîte à cigares****Musique**

(gnt) Cuba est à la mode, cela ne date pas de la visite de Fidel Castro en Suisse ! Cette vague musicale révèle une profonde nostalgie européenne de sonorités simples et de virtuosité authentique. L'île reste un vivier de la musique afro-américaine aux yeux des connaisseurs. Les Cubains lancent maintenant leurs trésors sur des CD de compilation réalisés en partenariat avec le studio du peuple Egrem. Clin d'œil, les quatre CD de « Cuba – I am time » sont livrés dans une



boîte à cigares. Le contenu fait rêver, avec de superbes extraits des meilleurs artistes appartenant aux quatre grands genres des 30 dernières années – musique de danse, jazz, chants et musique rituelle.

On peut aussi s'acheter un survol analogue pour moins cher : « Santeros y Salseros », du producteur bâlois Stephan Witschi, révèle magnifiquement la multiplicité et les imbrications des styles actuels – rumbas, mambos, boléros et sons – issus de formes africaines, espagnoles ou françaises. Et tout cela cohabite paisiblement, comme si le temps s'était arrêté sur l'île de la canne à sucre. Sous le même label, le Septeto Nacional Ignacio Piñero, qui passe pour une « institution » du son cubain, signe un CD intitulé « Soneros de Cuba ». Les sept musiciens jouent des morceaux traditionnels et des compositions plus récentes dans leur style inimitable, plein de feu et de raffinements musicaux.

*« Cuba - I am time » (Blue Jackel / RecRec)  
« Santeros y Salseros » (Real Rhythm / COD)  
Septeto Nacional Ignacio Piñero : « Soneros de Cuba » (Real Rhythm / COD)*

**Un fleuve de musique sahélienne**

(gnt) Habib Koité a fait beaucoup parler de lui au printemps dernier. Il passait d'une scène à l'autre. Il apparaissait régulièrement dans les colonnes des journaux. Ce Malien de 40 ans, issu d'une famille de griots, est en train de dépasser en célébrité ses frères et sœurs de la musique africaine. Sa recette est la même que celle des Cubains : elle est faite de spontanéité et de musicalité, les effets techniques sophistiqués n'y ont pas leur place. Le dernier CD de Habib Koité s'intitule « Ma Ya » (humanité). Ses douze

service



chants ont de quoi nous faire tomber en extase. Ils sont d'une profondeur et d'une intensité telles que l'on redoute presque de se noyer dans ce fleuve ensorcelant de mélodies.

*Habib Koité: «Ma Ya»  
(Contre-Jour / Rec Rec)*

### Toute une année en un volume

(bf) Vous désirez approfondir vos connaissances des relations bilatérales et multilatérales de la Suisse avec l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine ou les pays de l'Est? L'Annuaire Suisse-Tiers Monde est l'outil qu'il vous faut. Des auteurs suisses (dont Paul Egger, de la DDC) et étrangers s'expriment sur le dossier «Propriété intellectuelle: quels enjeux pour les pays en développement?». La partie «Revue» présente les multiples facettes des relations entre la Suisse et les pays en développement au cours de l'année 1997. Enfin, des statistiques sur le commerce, les flux financiers et l'aide publique suisse au développement complètent utilement cet ouvrage bien structuré et riche en informations.

*Annuaire Suisse-Tiers Monde 1998, IUED Genève*

### Apprentissage de l'autonomie

(vor) Mandatée par la DDC, l'Union des villes suisses a soutenu durant huit ans des administrations communales hongroises, polonaises et slovaques. Il en est résulté des institutions de formation

continue pour les administrations et leurs associations. Désormais, celles-ci peuvent mieux défendre leur point de vue face à la capitale. L'autonomie communale – par exemple sur le modèle helvétique – s'apprend et se conquiert. Une brochure qui clôture le projet et illustre les progrès réalisés sera publiée le 2 septembre à Berne, un jour avant la Journée des villes suisses. *La brochure peut être obtenue auprès de l'Union des villes suisses, Florastrasse 1, 3000 Berne 6, tél. 031 351 64 44 fax 031 351 64 50*

### Châteaux d'eau au 21<sup>e</sup> siècle

(sbs) «Mountains of the World, Water Towers for the 21st Century»: tel est le titre d'une brochure de 32 pages qui met en relief l'importance des régions de montagne pour l'approvisionnement en eau de l'humanité, un des problèmes majeurs du prochain millénaire. Des Alpes à l'Himalaya, en passant par le mont Kenya et les Andes, des études très concrètes révèlent les fonctions vitales de la montagne pour notre alimentation en eau potable. La brochure a été publiée avec le soutien de l'Institut de géographie de l'Université de Berne et de la DDC.

*Cette publication peut être obtenue, pour 10 francs plus les frais de port, à l'adresse suivante: Mountain Agenda, c/o Geographisches Institut der Universität Bern, Hallerstrasse 12, 3012 Berne, e-mail: agenda@giub.unibe.ch*

### Mandela en BD

(vgo) La bande dessinée «Mandela, une vie, un combat» connaît un bon succès en Suisse romande. Comme pour Tintin, on peut dire qu'elle intéresse les lecteurs de 7 à 77 ans. Chacun, selon son âge, y trouve son compte. Cependant, pour bien comprendre et apprécier cette



BD, il est nécessaire de connaître l'histoire sud-africaine, les cultures noire et boer, ainsi que les expressions linguistiques typiques, ceci malgré un glossaire explicatif à la fin. Parfois on peut se demander ce qui a poussé les auteurs à choisir un aspect ou l'autre de la culture noire et de l'histoire sud-africaine. La BD retrace la jeunesse de Mandela, sa vie d'étudiant, ses premiers engagements politiques. Ses 27 années de prison sont illustrées par des «tableaux» de la vie politique et sociale à cette époque. Le livre se termine par sa sortie de prison et son élection à la présidence de l'Afrique du Sud. Comme complément, on lira avec profit le livre écrit par son gardien de prison, James (un Boer), «Le regard de l'antilope». *«Mandela, une vie, un combat», édité par la Déclaration de Berne 1997*

### Y'a des crocodiles partout

(vgo) «L'enfant et le pangolin au pays des crocodiles» est écrit pour les jeunes de 8 à 11 ans. Il est doté d'un petit cahier de pistes de réflexion et d'un CD. Ce conte prépare de façon passionnante à comprendre la personnalité cachée et les valeurs d'un futur réfugié en Suisse. Lumina, le jeune Africain, ne peut plus supporter de voir son peuple affamé par le gros crocodile et sa famille. Aidé par son cher ami le pangolin, il va trouver le crocodile et l'accuse d'affamer son peuple. Outré, celui-ci le met en prison. Le pangolin le tire d'affaire et lui



donne un billet d'avion pour fuir le pays. Et voici Lumina dans un pays européen où il est accueilli plutôt froidement. L'homme qui l'interroge ressemble au gros crocodile. Il en a peur. Mais une gentille personne s'occupe de lui et c'est le happy end.

*«L'enfant et le pangolin au pays des crocodiles», Ed. Zoé, Genève 1996*

# Annuaire

## Jeunes artistes cubains

Cuba n'est pas seulement une terre de musique. Les arts plastiques également y ont un grand avenir. Une nouvelle génération d'artistes cubains crée des œuvres très remarquées sur la scène internationale. Elles seront exposées pour la première fois en Suisse grâce à la division Nord-Sud de Pro Helvetia. Des artistes cubains feront eux-mêmes connaissance avec notre pays : Sion en a invité deux pour un stage de longue durée.

*Hôtel de Ville (Stadthaus) de Zurich, du 2 septembre au 30 octobre*

*Musée des Beaux Arts de La Chaux-de-Fonds, du 7 novembre au 3 janvier 1999*

## Palais du Monde

Pour son cinquantième anniversaire, la fondation indépendante pour le développement SWISSAID fait une tournée en Suisse, sous une tente en forme de spirale. Ce Palais du Monde, réalisé avec l'appui de la DDC, présente une exposition et un riche programme culturel. Il invite à regarder, jouer, s'étonner et participer. Il offre en même temps un espace de rencontres, d'échanges, d'informations, de plaisirs et de découvertes. Ses visiteurs auront par exemple l'occasion de se glisser dans d'autres peaux, afin d'observer des mondes étrangers dans leur propre ville et de faire des expériences surprenantes.

*Lucerne, du 3 au 6 septembre, Zurich, du 10 au 13 septembre, Brigue, du 17 au 20 septembre, Lausanne, du 24 au 27 septembre, Lugano, du 1er au 4 octobre*

## Forum cinfo 98

Cherchez-vous un emploi, une possibilité de formation ou de perfectionnement, un travail de volontaire dans la coopération internationale et l'aide humanitaire ? Le centre d'information et d'orientation dans ce domaine se nomme cinfo. Le Forum cinfo 98 réunira les stands d'information de 40 organisations. Il présentera des programmes vidéo, des conférences et la possibilité de surfer sur Internet. *Maison des congrès de Bienne, 5 septembre, de 10 à 17 heures* En outre, deux journées d'information sont organisées, le 31 octobre en allemand et le 28 novembre en français. Elles ont lieu au siège biennois du cinfo (Rue centrale 121, Case postale, 2500 Bienne 7, tél. 032 365 80 02)

## Forum 98 Brigue

Ethique et responsabilité globale seront au centre du «Forum 98 Brigue», organisé par la société civile pour le 150<sup>e</sup> anniversaire de l'Etat fédéral. Ce vaste forum bénéficie du soutien entre autres de la Communauté de travail des œuvres d'entraide, de la DDC en collaboration avec la Division politique IV du DFAE et du canton du Valais.

Au programme : des exposés, des ateliers et des tables rondes. Le forum entend montrer qu'en Suisse, la société civile aborde l'avenir dans un esprit d'ouverture et de solidarité, qu'elle est disposée à identifier les problèmes fondamentaux et à chercher des solutions tant éthiques que pratiques.

*Brigue, 18 et 19 septembre*

## Journée mondiale de l'alimentation

L'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a été fondée un 16 octobre.

Traditionnellement, c'est la date à laquelle on diffuse un bilan de la situation alimentaire mondiale, afin de rendre attentif le grand public. Cette année, la journée aura pour thème «les femmes nourrissent le monde». A Berne, différents groupes organiseront des actions, des débats, des discussions, etc. Ainsi, des paysannes mettront en évidence la contribution des femmes dans ce domaine, notamment en tant que productrices de denrées alimentaires. Différents groupes organiseront par ailleurs des débats, des discussions et d'autres actions.

*Bärenplatz à Berne, 16 octobre*

## Cinéma du monde à Thusis

C'est déjà la huitième édition de ces journées grisonnes du cinéma du monde, consacrées à la problématique Nord-Sud. On y présentera

comme de coutume une bonne vingtaine de films asiatiques, africains et latino-américains. Il y aura en outre des discussions entre cinéastes d'ici et d'ailleurs.

*Cinéma Rätia à Thusis, du 4 au 8 novembre*

## Impressum :

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

## Editeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)



## Comité de rédaction :

Marco Cameroni (responsable) Catherine Vuffray (vuc) Andreas Stuber (sbs) Maya Krell (km) Reinhard Voegle (vor) Stefan Kaspar (kst) Marco Rossi (rm) Beat Felber (bf)

## Collaboration rédactionnelle :

Beat Felber (bf-production) Marco Gehring (mg) Gabriela Neuhaus (gn) Jane-Lise Schneeberger (jls)

## Graphisme :

Laurent Cocchi, Lausanne

## Photolithographie :

City Comp SA, Morges

## Impression :

Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

## Reproduction :

Une reproduction partielle ou intégrale peut être faite, avec mention de la source. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

## Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de : DDC, Section médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 34 40 Fax 031 324 13 48 E-mail : info@ddc.admin.ch Internet : www.ddc-gov.ch

39785

Couverture : Keystone

## « Un seul monde »

### Coupon de commande et de changement d'adresse

- Je voudrais m'abonner à «Un seul monde». Le magazine de la DDC paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien. Il est gratuit. Je voudrais recevoir ..... ex. en français, ..... ex. en allemand, ..... ex. en italien.

- Je voudrais recevoir gratuitement des exemplaires supplémentaires du numéro trois de «Un seul monde» : ..... exemplaire(s) en français, ..... exemplaire(s) en allemand, ..... exemplaire(s) en italien.

- J'ai changé d'adresse

Nom et prénom :

Eventuellement institution, organisation :

Adresse (en majuscules) :

N° postal, localité :

En cas de **changement d'adresse**, prière de joindre l'étiquette comportant l'ancienne adresse.

Retourner le coupon à : **DDC/DFAE, Section médias et communication, 3003 Berne.**

32

33



